

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 3017

20 octobre 2014

SOMMAIRE

AAS Investments S.A.	144771	ID Consulting S.à r.l.	144773
Assistance à la GESTION EVENCE MAR- CHAND LUXEMBOURG S.A.	144815	Immobilière Everad S.à r.l.	144770
Atalaya Management Luxco S.à r.l.	144770	Infitex S.A.	144808
Aviator Holding S.A.	144771	International Campus Frankfurt Mainzers- trasse S.à r.l.	144772
Aviva Investors Polish Retail S.à r.l.	144815	International Campus Hamburg S.à r.l. ..	144773
Barcon S.A.	144771	KalKalit-Lux 7 S. à r.l.	144772
Becom Média S.à r.l.	144771	Kiez Immo IV s.à r.l.	144774
BR Quantum S.à r.l.	144773	Kikinoa Holding Sàrl	144774
Brucar S.A.	144809	Kompass Venture Capital S.A.	144774
Cyclone Holdings Luxembourg S.à.r.l ...	144804	Kompass Venture Capital S.A.	144774
Darmazel S.A.	144814	Novartex Holding Luxembourg S.C.A. ..	144775
DS Smith Perch Luxembourg S.à r.l.	144772	Partners Group Global Real Estate 2013 S.C.A., SICAR	144795
Edelweiss 1 S.A.	144770	Partners Group Real Estate Secondary 2013 (EUR) S.C.A., SICAR	144786
Edelweiss Properties S.A.	144770	Porter International S.à.r.l.	144774
Emerald First Layer "E" S.A.	144770	Rylux S.A.	144816
Etilux Luxembourg S.à r.l.	144772	Soladis S.A.	144816
Etoile Deuxième S.à r.l.	144771	Trident Luxembourg 1 S.à r.l.	144813
Generaltrade S.A.	144772		
Globexport Rako S.A.	144773		
Group V S.A.	144773		

Emerald First Layer "E" S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 86.262.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014142746/9.

(140162347) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2014.

Edelweiss Properties S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 83.723.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014142753/10.

(140161930) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2014.

Edelweiss 1 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 145.258.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014142755/10.

(140161943) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2014.

Atalaya Management Luxco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue John F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 179.296.

Statuts coordonnés, suite à l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 31 mars 2014 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 2 mai 2014.

Référence de publication: 2014140089/11.

(140158960) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 septembre 2014.

Immobilière Everad S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7353 Lorentzweiler, 1, rue de Blaschette.

R.C.S. Luxembourg B 160.791.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 août 2014.

Pour copie conforme

Pour la société

Maître Carlo WERSANDT

Notaire

Référence de publication: 2014140301/14.

(140159371) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 septembre 2014.

AAS Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 18, avenue Marie-Thérèse.
R.C.S. Luxembourg B 179.401.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014142589/9.

(140162095) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2014.

Beecom Média S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8832 Rombach, 8, route de Bigonville.
R.C.S. Luxembourg B 118.322.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014142624/10.

(140162054) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2014.

Etoile Deuxième S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 103.119.

Statuts coordonnés, suite à l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 31 mars 2014 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Esch/Alzette, le 2 mai 2014.

Référence de publication: 2014140227/11.

(140159227) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 septembre 2014.

Aviator Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2561 Luxembourg, 31, rue de Strasbourg.
R.C.S. Luxembourg B 161.082.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 septembre 2014.

Geert DIRKX
Administrateur unique

Référence de publication: 2014142611/12.

(140162266) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2014.

Barcon S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8030 Strassen, 163, rue du Kiem.
R.C.S. Luxembourg B 88.605.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour BARCON S.A.
HRT FIDALUX S.A.
Agent domiciliataire

Référence de publication: 2014142620/12.

(140162374) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2014.

DS Smith Perch Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 8-10, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 170.493.

Les comptes annuels au 30 avril 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014142733/9.

(140162171) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2014.

Etilux Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8552 Oberpallen, 8, Platinerei.

R.C.S. Luxembourg B 113.633.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Windhof, le 12/09/2014.

Référence de publication: 2014142769/10.

(140162511) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2014.

Generaltrade S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 71.736.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014142818/10.

(140162670) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2014.

International Campus Frankfurt Mainzerstrasse S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 180.595.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

International Campus Frankfurt Mainzerstrasse S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014142839/11.

(140162336) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2014.

KalKalit-Lux 7 S. à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 123.188.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 septembre 2014.

KalKalit-Lux 7 S. à r.l.

Représenté par M. Julien François

Gérant

Référence de publication: 2014142877/14.

(140162487) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2014.

Globexport Rako S.A., Société Anonyme Unipersonnelle.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 50.595.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014142822/10.

(140162066) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2014.

Group V S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9572 Weidingen, 1, rue des Vieilles Tanneries.

R.C.S. Luxembourg B 91.943.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014142825/10.

(140162147) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2014.

ID Consulting S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 155.552.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014142849/10.

(140161962) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2014.

International Campus Hamburg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 180.592.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

International Campus Hamburg S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014142842/11.

(140162183) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2014.

BR Quantum S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 28, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 144.990.

Le dépôt rectificatif des comptes annuels au 31 décembre 2013 déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg le 31 juillet 2014 sous la référence L140137080 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 26 août 2014.

Référence de publication: 2014142640/13.

(140162567) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2014.

Kiez Immo IV s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8399 Windhof, 2, rue d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 177.616.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Windhof, le 12/09/2014.

Référence de publication: 2014142883/10.

(140162512) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2014.

Kikinoa Holding Sàrl, Société à responsabilité limitée - Société de gestion de patrimoine familial.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 291, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 109.654.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Fait à Luxembourg.

Référence de publication: 2014142879/10.

(140162545) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2014.

Kompass Venture Capital S.A., Société Anonyme Unipersonnelle.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons-Malades.

R.C.S. Luxembourg B 82.477.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 septembre 2014.

SG AUDIT SARL

Référence de publication: 2014142884/11.

(140162218) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2014.

Kompass Venture Capital S.A., Société Anonyme Unipersonnelle.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons-Malades.

R.C.S. Luxembourg B 82.477.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 septembre 2014.

SG AUDIT SARL

Référence de publication: 2014142885/11.

(140162219) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2014.

Porter International S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 1.872.500,00.**

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 100.025.

Le bilan et l'annexe au 30 juin 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société**Un gérant*

Référence de publication: 2014143014/12.

(140162123) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2014.

Novartex Holding Luxembourg S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue John F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 190.912.

—
STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the seventh day of October.

Before the undersigned, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

1. Novartex Holding Luxembourg GP1 S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) existing and organized under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 46A, avenue John F. Kennedy, L-1855, Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, having a share capital of EUR 12,500 and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 188490,

here represented by Annick Braquet, notary's clerk, whose professional address is in Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal,

2. Alcentra Flandre Limited, a private company limited by shares incorporated under the Companies Act 2006, having its registered office at c/o Hackwood Secretaries Limited, One Silk Street, London, EC2Y 8HQ, United Kingdom, registered with the Registrar of Companies for England and Wales under number 9241646,

here represented by Annick Braquet, notary's clerk, whose professional address is in Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal,

3. Babson Flandre Limited, a private company limited by shares incorporated under the Companies Act 2006, having its registered office at 61 Aldwych London, WC2B 4AE, United Kingdom, registered with the Registrar of Companies for England and Wales under number 9241655,

here represented by Annick Braquet, notary's clerk, whose professional address is in Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal.

4. GoldenTree Vivarte Governance S.C.S., a corporate limited partnership (société en commandite simple) incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office at 26 Boulevard Royal, 6th Floor, 2449 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, in the process of being registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies, duly represented by its general partner GoldenTree Vivarte Governance G.P.,

here represented by Annick Braquet, notary's clerk, whose professional address is in Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal.

5. Oaktree Flandre Anchor Limited, a private company limited by shares incorporated under the Companies Act 2006, having its registered office at c/o Oaktree Capital Management (UK) LLP, 27 Knightsbridge, London, SW1X 7LY, United Kingdom, registered with the Registrar of Companies for England and Wales under number 9237662,

here represented by Annick Braquet, notary's clerk, whose professional address is in Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal.

After signature ne varietur by the authorised representative of the appearing parties and the undersigned notary, the powers of attorney will remain attached to this deed to be registered with it. The appearing parties, represented as set out above, have requested the undersigned notary to state, as follows, the articles of incorporation of a corporate partnership limited by shares (société en commandite par actions), which is hereby incorporated:

I. Name - Types of shareholders - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name / Types of Shareholders. The name of the company is "Novartex Holding Luxembourg S.C.A." (the Company).

The Company is a corporate partnership limited by shares (société en commandite par actions) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and, in particular, the law of August 10, 1915, on commercial companies, as amended (the Law), and these articles of incorporation (the Articles).

The Company exists between one or more unlimited shareholders jointly and severally liable for all liabilities of the Company to the extent that such liabilities cannot be paid out of the assets of the Company (the Unlimited Shareholder(s)) and one or more limited shareholders liable up to the amount of the capital committed by them to the Company on subscribing for the shares (the Limited Shareholder(s)).

The Limited Shareholders and the Unlimited Shareholder(s) are, in the Articles, collectively referred to as the Shareholders and individually as a Shareholder.

Art. 2. Registered office.

2.1 The Company's registered office is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within that municipality by a resolution of the Manager. It may be transferred to any other location in the Grand Duchy

of Luxembourg by a resolution of the general meeting of Shareholders (the General Meeting), acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

2.2 Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the Manager. If the Manager determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent, and that those developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with ease of communication between that office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the developments or events in question have completely ceased. Any such temporary measures do not affect the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Corporate object.

3.1 The Company's object is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any company or enterprise in any form whatsoever, and the management of those participations. The Company may in particular acquire, by subscription, purchase and exchange or in any other manner, any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and, more generally, any securities and financial instruments issued by any public or private entity. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. Further, it may invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin.

3.2 The Company may borrow in any form. It may issue notes, bonds and any kind of debt and equity securities. It may lend funds, including, without limitation, the proceeds of any borrowings, to its subsidiaries, affiliated companies and any other companies. It may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over some or all of its assets to guarantee its own obligations and those of any other company, and, generally, for its own benefit and that of any other company or person. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated financial sector activities without having obtained the requisite authorisation.

3.3 The Company may use any techniques, legal means and instruments to manage its investments efficiently and protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

3.4 The Company may carry out any commercial, financial or industrial operation and any transaction with respect to real estate or movable property, which directly or indirectly, favours or relates to its corporate object.

Art. 4. Duration.

4.1 The Company is formed for an unlimited period.

4.2 Subject to article 4.3, the Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or more Shareholders.

4.3 Where there is one sole Unlimited Shareholder, in the event of death, winding-up, legal incapacity, resignation, bankruptcy or any other similar proceedings affecting the Unlimited Shareholder, the Company will be continued and a replacement Unlimited Shareholder will be appointed as soon as practically possible following the occurrence of the applicable event, and such replacement must be resolved upon unanimously by all the remaining Shareholders. In case the Shareholders cannot agree on a replacement Unlimited Shareholder, the Company will be dissolved and liquidated.

II. Capital - Shares

Art. 5. Capital.

5.1 The share capital is set at thirty-one thousand euro and one eurocent (EUR 31,000.01), represented by ten (10) unlimited shares (the Unlimited Shares) and thirty-one million (31,000,000) ordinary shares (the Ordinary Shares), all in registered form, having a nominal value of zero point zero zero one euro (EUR 0.001) each.

The Unlimited Shares and the Ordinary Shares are collectively referred to as the Shares and individually as a Share.

5.2 The share capital may be increased or decreased on one or several occasions by a resolution of the General Meeting acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

Art. 6. Shares.

6.1 The Shares are indivisible and the Company recognises only one (1) owner per Share.

6.2 The Shares are and will remain in registered form (actions nominatives).

6.3 A register of Shares shall be kept at the registered office and may be examined by any Shareholder on request.

6.4 A Share transfer shall be carried out by the entry in the register of shares of a declaration of transfer, duly signed and dated by either:

- (i) both the transferor and the transferee or their authorised representatives; or
- (ii) any authorised representative of the Company,

following a notification to, or acceptance by, the Company, in accordance with Article 1690 of the Luxembourg Civil Code.

6.5. Any document recording the agreement between the transferor and the transferee, which is validly signed by both parties, may be accepted by the Company as evidence of a share transfer.

6.6. The Company may redeem its own shares within the limits set out in the Law.

III. Management - Representation

Art. 7. Management - Representation.

7.1 The Company shall be managed by the board of managers (the Board), which is composed of at least two (2) managers (each a Manager and together, the Managers)

7.2 In the absence of a Manager appointed in accordance with paragraph 7.1, all the powers will be exercised by the Unlimited Shareholder or, in case of plurality of Unlimited Shareholders, by each Unlimited Shareholder acting separately.

7.3 The Manager is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposal in the Company's interest which are not expressly reserved by the Law or by the Articles to the Shareholders or the Supervisory Board and has full powers to carry out and approve for the Company all acts and operations consistent with the Company's objects.

7.4 If the Manager is not an Unlimited Shareholder, the Manager will be liable (i) towards the Company in accordance with general law for the execution of the mandate given to him/them and for any misconduct in the management of the Company's affairs and (ii) towards the Company and any third parties for damages resulting from the violation of the Law or the Articles.

7.5 If a legal entity is appointed as a Manager, it must appoint a permanent representative to perform its duties. The permanent representative is subject to the same rules and incurs the same liabilities as if he had exercised his functions in its own name and on his own behalf, without prejudice to the joint and several liability of the legal entity which he represents.

7.6 Should the permanent representative be unable to perform its duties, the legal entity must immediately appoint another permanent representative.

7.7 The Manager will report on the results of its management and administration to the Shareholders.

7.8 Transactions entered into by the Company which conflict with the interest of its Manager must be recorded in minutes. This does not apply to transactions carried out under normal circumstances in the ordinary course of business. No contract or other transaction between the Company and any other company or person shall be affected or invalidated by the fact that the Manager or any officer of the Company is interested in the transaction, or is a director, associate, officer or employee of such other company or person.

IV. Limited shareholders

8. Limited shareholders.

8.1. Except as otherwise provided for by Section V of the Law, no Limited Shareholder shall perform an act of management towards third parties (the Prohibited Management Acts and individually a Prohibited Management Act).

8.2. None of the following will constitute Prohibited Management Acts:

- (a) the exercise of Shareholders' rights/prerogatives;
- (b) any advice given by the Limited Shareholders to the Company, its Unlimited Shareholder(s), the affiliates of the Company and their Unlimited Shareholder(s) / Manager(s);
- (c) any action the purpose of which is to oversee/monitor the Company's management; and
- (d) the granting of any loans, guarantee or security interest or any other similar financial assistance to the Company, its Unlimited Shareholder(s) or any of its affiliates.

8.3 Any Limited Shareholder may represent the Manager of the Company through a power of attorney or sign on behalf of the Manager without incurring a joint and several liability, provided its representation powers are expressly specified.

8.4 Any Limited Shareholder will be severally liable towards third parties for any Prohibited Management Acts, including for any commitments of the Company towards those third parties to which it has not participated to the extent such Limited Shareholder has effected Prohibited Management Acts towards the relevant third parties on a regular basis.

IV. General meetings of shareholders

Art. 9. Powers and voting rights.

9.1 Resolutions of the Shareholders shall be adopted at a general meeting of shareholders (each a General Meeting).

9.2 Each share entitles the holder to one (1) vote.

Art. 10. Notices, quorum, majority and voting proceedings.

10.1 The Shareholders may be convened to General Meetings by the Manager or by the Supervisory Board. The Shareholders must be convened to a General Meeting following a written request (with an indication of the agenda) from Shareholders representing at least one-tenth of the share capital.

10.2 Written notice of any General Meeting shall be given to all Shareholders at least eight (8) days prior to the date of the meeting, except in the case of an emergency, in which case the nature and circumstances of such shall be set out in the notice.

10.3 General Meetings shall be held at such place and time as specified in the notices.

10.4 If all the Shareholders are present or represented and consider themselves as duly convened and informed of the agenda of the General Meeting, it may be held without prior notice.

10.5 A Shareholder may grant written power of attorney to another person (who need not be a shareholder) in order to be represented at any General Meeting.

10.6 Any Shareholder may participate in any General Meeting by telephone or video conference, or by any other means of communication which allows all those taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. Participation by such means is deemed equivalent to a participation in person at the meeting.

10.7 Any Shareholder may vote by using the forms provided by the Company for that purpose. Voting forms must contain the date, place and agenda of the meeting and the text of the proposed resolutions. For each resolution, the form must contain three boxes allowing for a vote for or against that resolution or an abstention. Shareholders must return the voting forms to the Company's registered office. Only voting forms received prior to the General Meeting shall be taken into account in calculating the quorum for the meeting. Voting forms which indicate neither a voting intention nor an abstention shall be considered void.

10.8 Resolutions to be adopted at General Meetings shall be passed by a simple majority vote, regardless of the proportion of the share capital present or represented.

10.9 An extraordinary General Meeting may only amend the Articles if at least one-half of the share capital is represented and the agenda indicates the proposed amendments to the Articles, including the text of any proposed amendment to the Company's object or form. If this quorum is not reached, a second General Meeting shall be convened by means of notices published twice in the Mémorial and two Luxembourg newspapers, at an interval of at least fifteen (15) days and fifteen (15) days before the meeting. These notices shall state the date and agenda of the General Meeting and the results of the previous General Meeting. The second General Meeting shall deliberate validly regardless of the proportion of the capital represented. At both General Meetings, resolutions must be adopted by at least two-thirds of the votes cast, including the consent of the Unlimited Shareholder(s).

10.10 Any change in the nationality of the Company and any increase of a Shareholder's commitment in the Company shall require the unanimous consent of the Shareholders and bondholders (if any).

V. - Supervision - Annual accounts - Allocation of profits

Art. 11. Réviseurs d'entreprises.

11.1 The Company's operations shall be supervised by one or more approved external auditors (réviseurs d'entreprises agréés).

11.2 The General Meeting shall appoint the approved external auditors (réviseurs d'entreprises agréés), and determine their number and remuneration and the term of their office, which may not exceed six (6) years but may be renewed.

Art. 12. Financial year and approval of annual accounts.

12.1 The financial year begins on the first (1) of September of each year and ends on the thirty-first (31) of August of the following year. The first financial year of the Company will end on 31 August 2015.

12.2 Each year, the Management must prepare the balance sheet and profit and loss account, together with an inventory stating the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising the Company's commitments and the debts owed by the officer(s) and the Management.

12.3 One month before the annual General Meeting, the Management shall provide the external auditors (réviseurs d'entreprises agréés) with a report on, and documentary evidence of, the Company's operations. The annual General Meeting shall be held at the registered office or any other place within the municipality of the registered office, as specified in the notice, on the 20th day of January of each year at 11 a.m. If such day is not a business day in Luxembourg, the annual General Meeting shall be held on the following business day.

12.4 The annual General Meeting may be held abroad if, in the Management's absolute discretion, exceptional circumstances so require.

Art. 13. Allocation of profits.

13.1 Five per cent. (5%) of the Company's annual net profits must be allocated to the reserve required by law (the Legal Reserve). This requirement ceases when the Legal Reserve reaches an amount equal to ten per cent. (10%) of the share capital.

13.2 The General Meeting shall determine the allocation of the balance of the annual net profits. It may decide on the payment of a dividend (in which case the approval of the Unlimited Shareholder(s) is/are required), to transfer the balance to a reserve account, or to carry it forward in accordance with the applicable legal provisions.

13.3 Interim dividends may be distributed at any time, subject to the following conditions:

(i) the Manager must draw up interim accounts;

(ii) the interim accounts must show that sufficient profits and other reserves (including share premium) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed the profits made since the end of

the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by profits carried forward and distributable reserves, and reduced by losses carried forward and sums to be allocated to the legal or a statutory reserve;

(iii) within two (2) months of the date of the interim accounts, the Manager must resolve to distribute the interim dividends; and

(iv) the Supervisory Board or the approved external auditors (réviseurs d'entreprises agréés), as applicable, must prepare a report addressed to the Manager which must verify whether the above conditions have been met.

VI. Dissolution - Liquidation

14.1. The Company may be dissolved at any time by a resolution of the General Meeting, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

14.2. The General Meeting shall appoint one or several liquidators, who need not be Shareholders, to carry out the liquidation and shall determine their number, powers and remuneration. Unless otherwise decided by the General Meeting, the liquidators shall have full powers to realise the Company's assets and pay its liabilities.

14.3. The surplus (if any) after realisation of the assets and payment of the liabilities shall be distributed to the Shareholders in proportion to the shares held by each of them.

14.4 In the absence of a liquidator appointed in accordance with paragraph 14.3, the Unlimited Shareholder(s) will act and be considered as being the liquidator(s) of the Company.

14.5 The Company must be dissolved by a resolution of the Shareholders adopted in accordance with paragraph 1 of this article in the following scenarios:

(a) upon the Unlimited Shareholder (as the last remaining Unlimited Shareholder) of the Company ceasing to be an Unlimited Shareholder, in case no other Unlimited Shareholder can be agreed upon by the Shareholders in accordance with article 4.3. of the Articles;

(b) upon the occurrence of any event leaving the Unlimited Shareholder as the sole Shareholder of the Company.

VII. General provision

15.1. Notices and communications are made or waived and circular resolutions may be evidenced in writing, by fax, e-mail or any other means of electronic communication.

15.2. Powers of attorney may be granted by any of the means described above. Powers of attorney in connection with Supervisory Board meetings may also be granted by a member of the Supervisory Board, in accordance with such conditions as may be accepted by the Supervisory Board.

15.3. Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfil all legal requirements to be deemed equivalent to handwritten signatures. Signatures of circular resolutions or resolutions adopted by telephone or video conference may appear on one original or on several counterparts of the same document, all of which taken together, shall constitute one and the same document.

15.4. All matters not expressly governed by these Articles shall be determined in accordance with the applicable law and, subject to any non waivable provisions of the law, with any agreement entered into by the Shareholders from time to time.

Transitory provision

The Company's first financial year shall begin on the date of this deed and end on the thirty-first (31) of August 2015 year.

Subscription and payment

Novartex Holding Luxembourg GP1 S.à r.l., represented as stated above, subscribes for ten (10) Unlimited Shares in registered form, having a nominal value of zero point zero zero one euro (EUR 0.001) each, and agrees to pay them in full by a contribution in cash in the amount of one eurocent (EUR 0.1).

Alcentra Flandre Limited, represented as stated above, subscribes for seven million seven hundred fifty thousand (7,750,000) Ordinary Shares in registered form, having a nominal value of zero point zero zero one euro (EUR 0.001) each, and agrees to pay them in full by a contribution in cash in the amount of seven thousand seven hundred fifty euro (EUR 7,750).

Oaktree Flandre Anchor Limited, represented as stated above, subscribes for seven million seven hundred fifty thousand (7,750,000) Ordinary Shares in registered form, having a nominal value of zero point zero zero one euro (EUR 0.001) each, and agrees to pay them in full by a contribution in cash in the amount of seven thousand seven hundred fifty euro (EUR 7,750).

Goldentree Vivarte Governance S.C.S, represented as stated above, subscribes for seven million seven hundred fifty thousand (7,750,000) Ordinary Shares in registered form, having a nominal value of zero point zero zero one euro (EUR 0.001) each, and agrees to pay them in full by a contribution in cash in the amount of seven thousand seven hundred fifty euro (EUR 7,750).

Babson Flandre Limited, represented as stated above, subscribes for seven million seven hundred fifty thousand (7,750,000) Ordinary Shares in registered form, having a nominal value of zero point zero zero one euro (EUR 0.001) each, and agrees to pay them in full by a contribution in cash in the amount of seven thousand seven hundred fifty euro (EUR 7,750).

The amount of thirty-one thousand euro and one eurocent (EUR 31,000.01) is at the Company's disposal and evidence of such amount has been given to the undersigned notary.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever to be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at approximately EUR 1,200.-.

Resolutions of the shareholders

Immediately after the incorporation of the Company, its Shareholders, representing the entire subscribed share capital, adopted the following resolutions:

1. The following are appointed as Managers of the Company for a period of six (6) years:

- Fabrice ROTA, director client services, born on 19 February 1975 in Mont-Saint-Martin, France, with professional address at 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg; and
- Stéphanie SCHUT, team leader, born on 24 November 1975 in Metz, France, with professional address at 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

2. The following is appointed as external auditor (réviseur d'entreprises agréé) of the Company until the first extraordinary general meeting of the shareholders of the Company approving the annual accounts of the Company:

KPMG Luxembourg S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) existing and organized under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 9 allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 149.133.

3. The registered office of the Company is set at 46A, avenue John F. Kennedy, L-1855, Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states that at the request of the appearing parties, this deed is drawn up in English, followed by a French version and that in the case of divergences, the English text prevails.

This notarial deed is drawn up in Luxembourg, on the day stated above.

After reading this deed aloud, the notary signs it with the authorised representative of the appearing parties.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le septième jour du mois d'octobre.

Par-devant le soussigné, Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

ONT COMPARU:

1. Novartex Holding Luxembourg GP1 S.à r.l., une société à responsabilité limitée existante et organisée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, dont le siège social est établi au 46A, avenue John F. Kennedy, L-1855, Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, disposant d'un capital social de EUR 12.500 et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 188490,

ici représentée par Annick Braquet, clerc de notaire, de résidence professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

2. Alcentra Flandre Limited, une société à responsabilité limitée (private company limited by shares) constituée selon la Loi sur les sociétés du Royaume-Uni de 2006 (Companies Act 2006), dont le siège social est établi au c/o Hackwood Secretaries Limited, One Silk Street, Londres, EC2Y 8HQ, Royaume-Uni, immatriculée au Registre des Sociétés d'Angleterre et du pays de Galles (Registrar of Companies of England and Wales) sous le numéro 9241646,

ici représentée par Annick Braquet, clerc de notaire, de résidence professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

3. Babson Flandre Limited, une société à responsabilité limitée (private company limited by shares) constituée selon la Loi sur les sociétés du Royaume-Uni de 2006 (Companies Act 2006), dont le siège social est établi au 61 Aldwych London, WC2B 4AE, Royaume-Uni, immatriculée au Registre des Sociétés d'Angleterre et du pays de Galles (Registrar of Companies of England and Wales) sous le numéro 9241655,

ici représentée par Annick Braquet, clerc de notaire, de résidence professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

4. GoldenTree Vivarte Governance S.C.S., une société en commandite simple constituée selon les lois de Luxembourg, dont le siège social est établi au 26 Boulevard Royal, 6^e étage, 2449 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en cours

d'immatriculation au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, dument représentée par son associé commandité GoldenTree Vivarte Governance G.P.,

ici représentée par Annick Braquet, clerc de notaire, de résidence professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

5. Oaktree Flandre Anchor Limited, une société à responsabilité (private company limited by shares) constituée selon la Loi sur les sociétés du Royaume-Uni de 2006 (Companies Act 2006), dont le siège social est établi au c/o Oaktree Capital Management (UK) LLP, 27 Knightsbridge, Londres, SW1X 7LY, Royaume-Uni, immatriculée au Registre des Sociétés d'Angleterre et du pays de Galles (Registrar of Companies of England and Wales) sous le numéro 9237662,

ici représentée par Annick Braquet, clerc de notaire, de résidence professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Après signature ne varietur par le mandataire des parties comparantes et le notaire instrumentant, les procurations resteront annexées au présent acte pour les formalités de l'enregistrement.

Les parties comparantes, représentées comme indiqué ci-dessus, ont requis le notaire instrumentant d'acter de la façon suivante, les statuts d'une société en commandite par actions qui est ainsi constituée:

I. Dénomination - Types d'actionnaires - Siège social - Objet - Durée

Art. 1^{er}. Dénomination / Types d'actionnaires. Le nom de la société est "Novartex Holding Luxembourg S.C.A." (la Société). La Société est une société en commandite par actions régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, et en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi), ainsi que par les présents statuts (les Statuts).

La Société existe entre un ou plusieurs actionnaires commandités conjointement et solidairement responsable de toutes les dettes de la Société dans la mesure où ces dettes ne peuvent être payées sur les actifs de la Société (le(s) Actionnaire(s) Commandité(s)) et un ou plusieurs actionnaires commanditaires responsables à concurrence du montant du capital engagé par eux dans la Société à la souscription des actions (le(s) Actionnaire(s) Commanditaires(s)).

Le(s) Actionnaire(s) Commandité(s) et le(s) Actionnaire(s) Commanditaire(s) sont collectivement désignés dans les Statuts comme étant les Actionnaires et individuellement comme un Actionnaire.

Art. 2. Siège social.

2.1 Le siège social de la Société est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans cette même commune par décision du Gérant.

Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution de l'assemblée générale des Actionnaires (l'Assemblée Générale), selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

2.2 Il peut être créé des succursales, filiales ou autres bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par décision du Gérant. Lorsque le Gérant estime que des développements ou événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces développements ou événements sont de nature à compromettre les activités normales de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances.

Ces mesures provisoires n'ont aucun effet sur la nationalité de la Société qui, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, reste une société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet social.

3.1 L'objet de la Société est la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit, et la gestion de ces participations. La Société peut notamment acquérir par souscription, achat et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette, et plus généralement, toutes valeurs et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise. Elle peut en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

3.2 La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit. Elle peut procéder à l'émission de billets à ordre, d'obligations et de titres et instruments de toute autre nature. La Société peut prêter des fonds, y compris notamment, les revenus de tous emprunts, à ses filiales, sociétés affiliées ainsi qu'à toutes autres sociétés. La Société peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou autrement créer et accorder des sûretés sur toute ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et celles de toute autre société et, de manière générale, en sa faveur et en faveur de toute autre société ou personne. En tout état de cause, la Société ne peut effectuer aucune activité réglementée du secteur financier sans avoir obtenu l'autorisation requise.

3.3 La Société peut employer toutes les techniques et instruments nécessaires à une gestion efficace de ses investissements et à sa protection contre les risques de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

3.4 La Société peut effectuer toutes les opérations commerciales, financières ou industrielles et toutes les transactions concernant des biens immobiliers ou mobiliers qui, directement ou indirectement, favorisent ou se rapportent à son objet social.

Art. 4. Durée.

4.1 La Société est constituée pour une durée indéterminée.

4.2 Sous réserve de l'article 4.3, la Société ne sera pas dissoute en raison de la mort, de la suspension des droits civils, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre évènement similaire affectant un ou plusieurs Actionnaires.

4.3 Au cas où il n'y a qu'un seul Actionnaire Commandité, en cas de décès, liquidation, incapacité légale, démission, faillite ou toute autre procédure similaire affectant l'Actionnaire Commandité, la Société continuera d'exister et un Actionnaire Commandité remplaçant sera nommé dès que possible suivant la survenance de l'évènement en cause, et ce remplacement doit être décidé à l'unanimité par tous les Actionnaires restants. Dans le cas où les Actionnaires ne peuvent se mettre d'accord sur un Actionnaire Commandité remplaçant, la Société sera dissoute et liquidée.

II. Capital - Actions

Art. 5. Capital.

5.1. Le capital social est fixé à trente et un mille euros et un centime (EUR 31.000,01) représenté par dix (10) actions de commandité (les Actions de Commandité) et trente et un millions actions ordinaires (les Actions Ordinaires), toutes sous forme nominative et ayant une valeur nominale de zéro virgule zéro zéro un euro (EUR 0,001) chacune.

Les Actions de Commandité et les Actions Ordinaires sont collectivement désignées les Actions et individuellement une Action.

5.2. Le capital social peut être augmenté ou réduit à une ou plusieurs reprises par une résolution de l'Assemblée Générale, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

Art. 6. Actions.

6.1 Les Actions sont indivisibles et la Société ne reconnaît qu'un (1) seul propriétaire par action.

6.2 Les Actions sont et resteront sous forme nominative.

6.3 Un registre des Actions est tenu au siège social et peut être consulté à la demande de chaque Actionnaire.

6.4 Une cession d'Action(s) s'opère par la mention sur le registre des Actions, d'une déclaration de transfert, valablement datée et signée:

(i) par le cédant et le cessionnaire ou par leurs mandataires; ou

(ii) par un quelconque mandataire de la Société, suivant une notification à, ou une acceptation par la Société, conformément à l'article 1690 du Code Civil luxembourgeois.

6.5 Tout autre document établissant l'accord du cédant et du cessionnaire, dûment signé par les deux parties, peut également être accepté par la Société comme preuve du transfert d'Actions.

6.6 La Société peut racheter ses propres Actions dans les limites prévues par la Loi.

III. Gestion - Représentation

Art. 7. Gérance - Représentation.

7.1 La Société est gérée par un conseil de gérance (le Conseil), composé d'au moins deux (2) gérants (individuellement, un Gérant et collectivement, les Gérants).

7.2 En l'absence de Gérant nommé conformément au paragraphe 7.1, tous les pouvoirs seront exercés par l'Actionnaire Commandité ou, en cas de pluralité d'Actionnaires Commandités, par chaque Actionnaire Commandité agissant séparément.

7.3 Le Gérant est investi des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société non expressément réservés par la Loi ou les Statuts aux Actionnaires ou au Conseil de Surveillance et dispose de tous les pouvoirs pour effectuer et approuver pour la Société tous les actes et opérations conformes à l'objet social de la Société.

7.4 Si le Gérant n'est pas Actionnaire Commandité, le Gérant sera responsable (i) envers la Société conformément au droit commun pour l'exécution du mandat qui lui a été donné et pour toute faute dans la gestion des affaires de la Société et (ii) envers la Société et tout tiers pour des dommages résultants de la violation de la Loi ou des Statuts.

7.5 Lorsqu'une personne morale est nommée Gérant, celle-ci est tenue de désigner un représentant permanent qui représente ladite personne morale dans sa mission de Gérant. Ce représentant permanent est soumis aux mêmes règles et encourt les mêmes responsabilités que s'il avait exercé ses fonctions en son nom et pour son propre compte, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente.

7.6 Si le représentant permanent se trouve dans l'incapacité d'exercer sa mission, la personne morale doit nommer immédiatement un autre représentant permanent.

7.7 Le Gérant rendra compte des résultats de sa gestion et de son administration aux Actionnaires.

7.8 Les transactions conclues par la Société qui sont en conflit avec l'intérêt de son Gérant doivent être signalées dans un procès-verbal. Cela ne concerne pas des opérations courantes conclues dans des conditions normales. Aucun contrat ou autre transaction entre la Société et toute autre société ne seront affectés ou invalidés par le fait que le Gérant ou tout autre directeur de la Société soit intéressé dans la transaction, ou soit un membre du conseil d'administration, un associé, un directeur ou employé de cette autre société ou personne.

IV. Actionnaires Commanditaires

Art. 8. Actionnaires Commanditaires.

8.1 Sauf disposition contraire prévue par la Section V de la Loi, aucun Actionnaire Commanditaire ne doit accomplir un acte de gestion à l'égard des tiers (les Actes de Gestion Prohibés ou individuellement un Acte de Gestion Prohibé).

8.2 Rien de ce qui suit ne constituera un Acte de Gestion Prohibé:

- (i) l'exercice des prérogatives d'Actionnaire;
- (ii) tout conseil donné par l(es) Actionnaire(s) Commanditaire(s) à la Société, son/ses Actionnaire(s) Commandité(s), les filiales de la Société et leur(s) Actionnaire(s) Commandité(s) / Gérant(s);
- (iii) toute action dont le but est de surveiller/contrôler la gestion de la Société; et
- (iv) l'octroi de prêts, garanties ou sûretés ou toute autre assistance financière semblable à la Société, son/ses Actionnaire(s) Commandité(s) ou l'une de ses filiales.

8.3 Tout Actionnaire Commanditaire peut représenter le Gérant de la Société à travers une procuration ou signer pour le compte de ce Gérant sans encourir une responsabilité solidaire et indéfinie, à condition que ses pouvoirs de représentation sont expressément indiqués.

8.4 Tout Actionnaire Commanditaire sera indéfiniment et solidairement responsable envers les tiers pour tout Acte de Gestion Prohibé, y compris pour tous les engagements de la Société envers ces tiers auxquels il n'aurait pas participé, si cet Actionnaire Commanditaire a habituellement effectué des Actes de Gestion Prohibés envers ce même tiers.

IV. Assemblée générale des actionnaires

Art. 9. Pouvoirs et droits de vote.

9.1 Les résolutions des Actionnaires sont adoptées lors des assemblées générales des Actionnaires (chacune une Assemblée Générale).

9.2 Chaque action donne droit à un (1) vote.

Art. 10. Convocations, quorum, majorité et procédure de vote.

10.1 Les Actionnaires peuvent être convoqués aux Assemblées Générales à l'initiative du Gérant ou du Conseil de Surveillance. Les Actionnaires doivent y être convoqués à la demande écrite (précisant l'agenda) des actionnaires représentant au moins dix pourcent (10%) du capital social.

10.2 Une convocation écrite à toute Assemblée Générale est donnée à tous les Actionnaires au moins huit (8) jours avant la date de l'assemblée, sauf en cas d'urgence, auquel cas, la nature et les circonstances de cette urgence doivent être précisées dans la convocation à ladite assemblée.

10.3 Les Assemblées Générales se tiennent au lieu et heure précisés dans les convocations.

10.4 Si tous les actionnaires sont présents ou représentés et se considèrent comme ayant été valablement convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'Assemblée Générale peut se tenir sans convocation préalable.

10.5 Un Actionnaire peut donner une procuration écrite à toute autre personne (qui ne doit pas être un actionnaire) afin de le représenter à toute Assemblée Générale.

10.6 Tout Actionnaire peut participer à toute Assemblée Générale par téléphone ou visioconférence ou par tout autre moyen de communication similaire permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler. La participation à la réunion par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une telle réunion.

10.7 Tout Actionnaire peut voter au moyen de formulaires de vote fournis à cet effet par la Société. Les formulaires de vote doivent indiquer la date, le lieu et l'ordre du jour de la réunion et le texte des résolutions proposées. Pour chaque résolution, le formulaire doit contenir trois cases permettant de voter en faveur de cette résolution, de voter contre ou de s'abstenir. Les formulaires de vote doivent être renvoyés par les Actionnaires au siège social de la Société. Pour le calcul du quorum, il ne sera tenu compte que des formulaires de vote reçus par la Société avant la réunion de l'Assemblée Générale. Les formulaires de vote dans lesquels ne sont mentionnés ni un vote (en faveur ou contre les résolutions proposées) ni une abstention, sont nuls.

10.8 Les décisions de l'Assemblée Générale sont adoptées à la majorité simple des voix exprimées, quelle que soit la proportion du capital social représenté.

10.9 Une Assemblée Générale extraordinaire ne peut modifier les Statuts que si la moitié au moins du capital social est représenté et que l'ordre du jour indique les modifications statutaires proposées ainsi que le texte de celles qui modifient l'objet social ou la forme de la Société. Si ce quorum n'est pas atteint, une deuxième Assemblée Générale peut être convoquée par annonces insérées deux fois, à quinze (15) jours d'intervalle au moins et quinze (15) jours avant

l'Assemblée, dans le Mémorial et dans deux journaux de Luxembourg. Ces convocations reproduisent l'ordre du jour de la réunion et indiquent la date et les résultats de la précédente réunion. La seconde Assemblée Générale délibère valablement quelle que soit la proportion du capital représenté. Dans les deux Assemblées Générales, les résolutions doivent être adoptées par au moins les deux tiers des voix exprimées, lesquels doivent inclure l'approbation de l'Associé Commandité.

10.10 Tout changement de nationalité de la Société ainsi que toute augmentation de l'engagement d'un Actionnaire dans la Société exige le consentement unanime des Actionnaires et des obligataires (s'il y a lieu).

V. Contrôle - Comptes annuels - Affectation des bénéfices

Art. 11. Réviseurs d'entreprises.

11.1 Les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés.

11.2 L'Assemblée Générale nomme les réviseurs d'entreprises agréés et détermine leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat qui ne peut dépasser six (6) ans, mais peut être renouvelé.

Art. 12. Exercice social et approbation des comptes annuels.

12.1 L'exercice social commence le premier (1^{er}) septembre et se termine le trente et un (31) août de l'année suivante. Le premier exercice social s'achèvera le 31 août 2015.

12.2 Chaque année, la Gérance dresse le bilan et le compte de profits et pertes ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société, avec une annexe résumant les engagements de la Société ainsi que les dettes des directeurs et de la Gérance envers la Société.

12.3 Un mois avant l'Assemblée Générale annuelle, la Gérance remet les pièces, avec un rapport sur les opérations de la Société aux réviseurs d'entreprises agréés, qui doivent ensuite faire un rapport contenant leurs propositions. L'Assemblée Générale annuelle se tient à l'adresse du siège social ou en tout autre lieu dans la municipalité du siège social, comme indiqué dans la convocation, le vingtième (20) jour de janvier à 11.00 heures. Si ce jour n'est pas un jour ouvré à Luxembourg, l'Assemblée Générale annuelle se tient le jour ouvré suivant.

12.4 L'Assemblée Générale annuelle peut se tenir à l'étranger si, selon la discrétion absolue de la Gérance, des circonstances exceptionnelles le requièrent.

Art. 13. Affectation des bénéfices.

13.1 Cinq pour cent (5 %) des bénéfices nets annuels de la Société sont affectés à la réserve requise par la Loi (la Réserve Légale). Cette affectation cesse d'être exigée quand la Réserve Légale atteint dix pour cent (10 %) du capital social.

13.2 L'Assemblée Générale décide de l'affectation du solde des bénéfices nets annuels. Elle peut allouer ce bénéfice au paiement d'un dividende (auquel cas l'approbation de(s) Associé(s) Commandité(s) est requise), l'affecter à un compte de réserve ou le reporter en respectant les dispositions légales applicables.

13.3 Des dividendes intérimaires peuvent être distribués à tout moment, aux conditions suivantes:

(i) des comptes intérimaires sont établis par le Gérant;

(ii) ces comptes intérimaires montrent que des bénéfices et autres réserves (en ce compris la prime d'émission) suffisants sont disponibles pour une distribution; étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social dont les comptes annuels ont été approuvés, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la réserve légale ou statutaire; et

(iii) la décision de distribuer des dividendes intérimaires est adoptée par le Gérant dans les deux (2) mois suivant la date des comptes intérimaires; et

(iv) le Conseil de Surveillance ou les réviseurs d'entreprises agréés, selon le cas, doivent préparer un rapport au Gérant qui doit vérifier si les conditions prévues ci-dessous ont été remplies.

VI. Dissolution - Liquidation

14.1. La Société peut être dissoute à tout moment, par une résolution de l'Assemblée Générale, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

14.2. L'Assemblée Générale nomme un ou plusieurs liquidateurs, qui n'ont pas besoin d'être Actionnaires, pour réaliser la liquidation et détermine leur nombre, pouvoirs et rémunération. Sauf décision contraire de l'Assemblée Générale, les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs et payer les dettes de la Société.

14.3. Le boni de liquidation résultant de la réalisation des actifs et du paiement des dettes, s'il y en a, est distribué aux Actionnaires proportionnellement aux actions détenues par chacun d'entre eux.

14.4. En l'absence de liquidateur nommé conformément à l'article 14.3, le(s) Actionnaire(s) Commandité(s) agira/ agiront et sera/seront considéré(s) comme étant le(s) liquidateur(s) de la Société.

14.5. La Société sera dissoute par une résolution des Actionnaires adoptée conformément au paragraphe 1 du présent article dans les scénarios suivants:

(i) lorsque l'Actionnaire Commandité de la Société (étant le dernier Actionnaire Commandité restant), cesse d'être un Actionnaire Commandité, et que les Actionnaires ne peuvent s'accorder sur aucun autre Actionnaire Commandité, conformément à l'article 4.3. des Statuts;

(ii) lorsque qu'un évènement se produit laissant ainsi l'Actionnaire Commandité comme Actionnaire unique de la Société.

VII. Dispositions générales

15.1. Les convocations et communications, ainsi que les renoncations à celles-ci, sont faites, et les résolutions circulaires sont établies par écrit, télécopie, e-mail ou tout autre moyen de communication électronique.

15.2. Les procurations sont données par tout moyen mentionné ci-dessus. Les procurations relatives aux réunions du Conseil de Surveillance peuvent également être données par un membre conformément aux conditions acceptées par le Conseil de Surveillance.

15.3. Les signatures peuvent être sous forme manuscrite ou électronique, à condition que les signatures électroniques remplissent l'ensemble des conditions légales requises pour pouvoir être assimilées à des signatures manuscrites. Les signatures des résolutions circulaires ou des résolutions adoptées par téléphone ou visioconférence peuvent être apposées sur un original ou sur plusieurs copies du même document, qui ensemble, constituent un seul et unique document.

15.4. Pour tous les points non expressément prévus par les Statuts, il est fait référence à la loi et, sous réserve des dispositions légale d'ordre public, à tout accord présent ou futur conclu entre les actionnaires.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence à la date du présent acte et s'achève le trente et un (31) août 2015.

Souscription et libération

Novartex Holding Luxembourg GP1 S.à r.l., représenté comme indiqué ci-dessus, déclare souscrire aux dix (10) Actions de Commandité sous forme nominative, ayant une valeur nominale de zéro virgule zéro zéro un (EUR 0,001) chacune, et de les libérer intégralement par un apport en numéraire d'un montant d'un centime d'euro (EUR 0,01).

Alcentra Flandre Limited, représenté comme indiqué ci-dessus, déclare souscrire à sept millions sept cent cinquante mille (7.750.000) Actions Ordinaires sous forme nominative, ayant une valeur nominale de zéro virgule zéro zéro un (EUR 0,001) chacune, et de les libérer intégralement par un apport en numéraire d'un montant de sept mille sept cent cinquante euros (EUR 7.750).

Oaktree Flandre Anchor Limited, représenté comme indiqué ci-dessus, déclare souscrire à sept millions sept cent cinquante mille (7.750.000) Actions Ordinaires sous forme nominative, ayant une valeur nominale de zéro virgule zéro zéro un (EUR 0,001) chacune, et de les libérer intégralement par un apport en numéraire d'un montant de sept mille sept cent cinquante euros (EUR 7.750).

GoldenTree Vivarte Governance S.C.S., représenté comme indiqué ci-dessus, déclare souscrire à sept millions sept cent cinquante mille (7.750.000) Actions Ordinaires sous forme nominative, ayant une valeur nominale de zéro virgule zéro zéro un (EUR 0,001) chacune, et de les libérer intégralement par un apport en numéraire d'un montant de sept mille sept cent cinquante euros (EUR 7.750).

Babson Flandre Limited, représenté comme indiqué ci-dessus, déclare souscrire à sept millions sept cent cinquante mille (7.750.000) Actions Ordinaires sous forme nominative, ayant une valeur nominale de zéro virgule zéro zéro un (EUR 0,001) chacune, et de les libérer intégralement par un apport en numéraire d'un montant de sept mille sept cent cinquante euros (EUR 7.750).

Le montant de trente et un mille euros et un centime (EUR 31.000,01) est à la disposition de la Société, comme il a été prouvé au notaire instrumentant.

Frais

Les dépenses, coûts, honoraires et charges de toutes sortes qui incombent à la Société du fait de sa constitution s'élèvent approximativement à EUR 1.200.-.

Résolutions des actionnaires

Immédiatement après la constitution de la Société, les Actionnaires de la Société, représentant l'intégralité du capital social souscrit, ont adopté les résolutions suivantes:

1. Les personnes suivantes sont nommées Gérants de la Société pour une durée de six (6) ans:

- Fabrice ROTA, director client services, né le 19 février 1975 à Mont-Saint-Martin, France, de résidence professionnelle au 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché of Luxembourg; et

- Stéphanie SCHUT, team leader, née le 24 novembre 1975 à Metz, France, de résidence professionnelle au 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché of Luxembourg.

2. La société suivante est nommée réviseur d'entreprises agréé de la Société jusqu'à la première assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société approuvant les comptes annuels de la Société:

KPMG Luxembourg S.à r.l., une société à responsabilité limitée existante et organisée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, dont le siège social est établi au 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 149.133.

3. Le siège social de la Société est établi au 46A, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare que, à la requête des parties comparantes, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une version française et que, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Après avoir lu le présent acte à voix haute, le notaire le signe avec le mandataire des parties comparantes.

Signé: A. BRAQUET et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 8 octobre 2014. Relation: LAC/2014/46926. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 octobre 2014.

Référence de publication: 2014159103/623.

(140180969) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 octobre 2014.

Partners Group Real Estate Secondary 2013 (EUR) S.C.A., SICAR, Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 2, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 180.472.

In the year two thousand and fourteen, on the nineteenth day of September.

Before Maître Henri HELLINCKX, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg),

Was held

an extraordinary general meeting of shareholders of "Partners Group Real Estate Secondary 2013 (EUR) S.C.A., SICAR" (the "Company"), a société en commandite par actions, having its registered office in L-2180 Luxembourg, 2, rue Jean Monnet, incorporated by deed of the undersigned notary on September 12, 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2750 of 5 November 2013, the articles of incorporation of which have not been amended since.

The meeting was presided by Mrs Solange Wolter-Schieres, employee, professionally residing in Luxembourg.

The meeting appointed as secretary Mrs Arlette Siebenaler, employee, professionally residing in Luxembourg.

The meeting elects as scrutineer Mrs Annick Braquet, employee, professionally residing in Luxembourg.

The chairman declared and requested the notary to state that:

I. All the shares being registered shares, the present extraordinary general meeting has been convened by registered mail sent to all the registered shareholders on 26 August 2014.

II. The shareholders present and represented and the number of shares held by each of them are shown on an attendance list which is signed by the proxyholder, the chairman, the secretary, the scrutineer and the undersigned notary. This attendance list, together with the proxies, will be attached to this deed to be filed with the registration authorities.

III. It results from the attendance list, that out of the 3,100,000 Manager Shares and the 28,296.642 Ordinary shares in issue all the 3,100,000 Managers Shares and 21,141 Ordinary shares are represented at the present meeting.

IV. The present meeting is regularly constituted and can validly deliberate and resolve on all the items of the agenda.

V. That the agenda of the Meeting is as follows:

Agenda

Approval of the amendment and complete restatement of the articles of incorporation of the Corporation (as enclosed with the convening notice) with the main purpose of reflecting the Corporation's qualification as an alternative investment fund ("AIF") with the meaning of Article 1 (39) of the law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers.

Such amendment and restatement comprises, inter alia, the amendment of the purpose clause of the Corporation (Article 3 of the Articles) so as to read as follows:

" Art. 3. Purpose.

(a) The object of the Corporation is to make investments in secondary real estate assets and in other instruments with similar characteristics on a global basis as determined by the General Partner, representing risk capital within the

meaning of article 1 of the 2004 Law, in order to provide its Investors with the benefit of the result of the management of its assets in consideration of the risk which they incur.

(b) The Corporation may take any measures and carry out any operation, which it may deem useful in the development and accomplishment of its purpose including (i) to seek financing in any form and (ii) to grant guarantees by way of mortgage, charge, pledge, assignment of a security interest or otherwise in all or any of its assets including Remaining Commitments (including for the avoidance of doubt any of the claims) of the Corporation to secure the obligations of the Corporation towards its Shareholders or third parties each time to the full extent permitted by the 2004 Law, provided that the other provisions of these Articles will be complied with.

(c) The Corporation may not undertake any other investment activities except for holding short-term bank deposits, cash and cash equivalents, high quality short-term money market mutual funds and borrowing of funds pursuant to Article 13 (c).”

Then the general meeting takes unanimously the following resolution:

Sole resolution

The Meeting decided to approve the amendment and complete restatement of the articles of incorporation of the Corporation with the main purpose of reflecting the Corporation’s qualification as an alternative investment fund (“AIF”) with the meaning of Article 1 (39) of the law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers.

Such amendment and restatement comprises, inter alia, the amendment of the purpose clause of the Corporation (Article 3 of the Articles) as set forth in the agenda:

The articles of incorporation will now read as follows:

Art. 1. Establishment. There exists among the subscribers and all those who become owners of Shares hereafter issued, a corporation in the form of a société en commandite par actions with variable capital organised as an investment company in risk capital under the law of 15th June 2004, as amended, (the “2004 Law”) and qualifying as alternative investment fund within the meaning of article 1 (39) of the law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers (the “2013 Law”) under the name of “Partners Group Real Estate Secondary 2013 (EUR) S.C.A., SICAR” (the “Corporation”).

Art. 2. Term. The Corporation is established for a period expiring on 31st December 2026, provided that the Corporation by Shareholder Resolution (according to the term defined hereafter) taken under the conditions for amendments of these Articles may be dissolved prior to this date or continued for up to 3 (three) additional one-year periods.

Art. 3. Purpose.

(a) The object of the Corporation is to make investments in secondary real estate assets and in other instruments with similar characteristics on a global basis as determined by the General Partner, representing risk capital within the meaning of article 1 of the 2004 Law, in order to provide its Investors with the benefit of the result of the management of its assets in consideration of the risk which they incur.

(b) The Corporation may take any measures and carry out any operation, which it may deem useful in the development and accomplishment of its purpose including (i) to seek financing in any form and (ii) to grant guarantees by way of mortgage, charge, pledge, assignment of a security interest or otherwise in all or any of its assets including Remaining Commitments (including for the avoidance of doubt any of the claims) of the Corporation to secure the obligations of the Corporation towards its Shareholders or third parties each time to the full extent permitted by the 2004 Law, provided that the other provisions of these Articles will be complied with.

(c) The Corporation may not undertake any other investment activities except for holding short-term bank deposits, cash and cash equivalents, high quality short-term money market mutual funds and borrowing of funds pursuant to Article 13 (c).

Art. 4. Registered Office. The registered office of the Corporation is established in Luxembourg City, in the Grand-Duchy of Luxembourg. Branches or other offices may be established in Luxembourg by resolution of the General Partner. If and to the extent permitted by law, the General Partner may decide to transfer the registered office to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg.

Art. 5. Share Capital.

(a) The share capital of the Corporation shall be represented by Shares without nominal value and shall at all times be equal to the Corporation’s total net assets.

(b) The Corporation is incorporated with a share capital of EUR 33,000.

(c) The General Partner may delegate to any duly authorized officer of the Corporation or to any other duly authorized person, the duty of accepting subscriptions and of delivering and receiving payment for Shares issued.

(d) The share capital of the Corporation shall be represented by the following classes of Shares:

(i) Ordinary Shares issued, generally for a subscription price of one thousand Euros (EUR 1,000); and

(ii) General Partner Shares issued to the General Partner, generally for a subscription price of one Euro cent (EUR 0.01).

(e) No preferential subscription rights are granted.

(f) The General Partner may fully or partially return to Shareholders the amounts paid in connection with the subscription of Shares, provided that such amounts may be recallable at times and under the conditions determined by the General Partner.

(g) The total amounts contributed to the Corporation by a Shareholder are referred to as "Contributions".

(h) The General Partner will determine the dates of the share offerings of the Corporation for the admission of additional Investors (each a "Share Offering"), and may hold further Share Offerings over a period of eighteen months following the initial Share Offering. The Share Offering period may, in the discretion of the General Partner, be extended by up to 12 months.

(i) The General Partner acting on behalf of the Corporation has full discretion to organize the procedures relating to closings, drawdowns and payments upon drawdown.

(j) The minimum capital, as defined in the 2004 Law, which must be achieved within twelve months after the date on which the Corporation has been authorised as a société d'investissement en capital à risque under Luxembourg law, shall be one million Euros (EUR 1,000,000).

Art. 6. The General Partner.

(a) The "associé-gérant-commandité" of the Corporation shall be Partners Group Management III S.à r.l., a corporation organised under the laws of Luxembourg (the "General Partner"). The General Partner has appointed Partners Group (UK) Limited as the authorized alternative investment fund manager of the Company (the "Manager") within the meaning of the 2013 Law and the AIFMD, who will be responsible for the portfolio and risk management of the Corporation.

(b) The General Partner is jointly and severally liable for all liabilities to third parties which cannot be met out of the assets of the Corporation. The General Partner shall not be liable on its own assets for the payment of (i) any distributions to Shareholders or (ii) the return of Contributions to Investors.

Art. 7. Liability of Investors and Disclosure to Investors.

(a) The Investors are not permitted to act on behalf of the Corporation in any manner or capacity other than by exercising their rights at Shareholder meetings.

(b) The Investors shall be solely liable for payment to the Corporation of (i) the subscription price on any Ordinary Shares and any Remaining Commitment (according to the term defined hereafter), (ii) the return of distributions, (iii) if applicable, an Entry Charge (according to the term defined hereafter) and (iv) its obligation to pay withholding tax amounts where applicable.

Art. 8. Share Register.

(a) All issued Shares of the Corporation shall be recorded in the Shareholder register (the "Register"). The Register shall contain the name of each Shareholder, their residence, registered office or elected domicile, the number and class of Shares held, the amount paid in on the Shares, and the banking account details of the Shareholders.

(b) Until notices to the contrary have been received by the Corporation, it may treat the information contained in the Register as accurate and up-to-date and may in particular use the inscribed addresses for the sending of notices and announcements and the inscribed banking account details for the making of any payments.

(c) The General Partner will appoint an entity responsible for the maintenance of the Register.

(d) Transfers of Shares shall be effected by inscription of the transfer in the Register upon delivery to the Corporation of a completed transfer form together with evidence that (i) the purchaser has assumed all obligations in connection with the Remaining Commitment relating to the respective Interest and such other documentation as the Corporation may require or (ii) the seller continues to assume all obligations in connection with the Remaining Commitment.

(e) Investors may transfer fully paid Ordinary Shares to Eligible Investors (according to the term defined hereafter). Their Remaining Commitment (according to the term defined hereafter) may be transferred to the extent the transferee is (i) creditworthy, as determined by the General Partner, and (ii) eligible in accordance with the provisions of the 2004 Law.

To the extent that, and as long as, an Interest is part of a German insurance company's or a German pension fund's "committed asset" ("Sicherungsvermögen") as defined in Sec. 66 of the German Insurance Supervisory Act, as may be amended from time to time ("Versicherungsaufsichtsgesetz") or "other committed asset" ("Sonstiges gebundenes Vermögen" as defined in Sec. 54 para 1 or Sec. 115 of the German Insurance Supervisory Act, as may be amended from time to time), such Interest shall not be disposed of without the prior written consent of the trustee ("Treuhandler") appointed in accordance with Sec. 70 of the German Insurance Supervisory Act, as may be amended from time to time, or by the trustee's authorized deputy.

However, notwithstanding the above, any Interest that is directly or indirectly held by a German insurance company or a German pension fund and that is part of their committed assets is freely transferable and such transfer will not require the approval of the General Partner provided the transferee is an Eligible Investor and executes the necessary documentation. Upon the transfer of any Interest that is directly or indirectly held by a Shareholder that is a German insurance company or German pension fund, the transferee shall accept and become solely responsible for all liabilities and obli-

gations relating to such Interest held and the transferor shall be released from and shall have no further liability in respect of the Corporation.

- (f) Fractions of Shares may be issued up to three decimal places.
- (g) Shares will only be issued as registered securities.
- (h) Shares will be available in book-entry form. No certificates will be issued.

Art. 9. Commitment.

(a) Investors will irrevocably undertake to subscribe for Ordinary Shares in an amount as set out in the Subscription Agreement (each a "Commitment").

(b) The minimum Commitment to the Corporation by an Investor will be ten million Euros (EUR 10,000,000) although the General Partner reserves the right to admit Investors with lower Commitments.

(c) The Commitment made by each Investor will be payable in instalments by subscribing for additional Shares in the Corporation. Prior to each Contribution, the General Partner will issue a drawdown notice advising Investors of the portion of their Commitment required to be contributed to the Corporation and the corresponding number of Shares that will be issued, whereupon such amount shall be payable within ten (10) calendar days, in cash denominated in Euro, and the relevant number of Shares shall be issued to Investors on a pro-rata basis (each such event of drawing down capital being a "Drawdown").

(d) Drawdowns will be made in proportion to the Commitment of each Investor, as needed to satisfy the capital requirements of the Corporation's investments, to permit the payment of fees and expenses and any other obligations of the Corporation and to maintain a reserve for the operating expenses of the Corporation.

Art. 10. Eligible Investor.

(a) The General Partner on behalf of the Corporation may, at its discretion, restrict or prevent the ownership of Shares in the Corporation by any person, firm or corporate body.

(b) Only Eligible Investors are permitted to hold an Interest in the Corporation.

(c) The General Partner may, at its discretion, delay the acceptance of any application for an Interest until such time as sufficient documentation has been provided verifying that the applicant qualifies as an Eligible Investor.

(d) If the Corporation determines that an Investor is no longer an Eligible Investor or an Ordinary Shareholder is not or no longer an Eligible Investor, or is in breach of its obligations, representations or warranties or fails to make such representations or warranties or fails to deliver information (for example as required under the United States Foreign Account Tax Compliance Act of 2010 or similar law) as the General Partner may require, the General Partner may implement option A) or B) at its sole discretion:

A) require/cause such Investor or Ordinary Shareholder to sell all or part of its Interest at a price determined in accordance with the following provisions:

(i) the Corporation shall serve a notice (the "Purchase Notice") upon the Investor, specifying the Interest to be purchased as aforesaid, the price to be paid for such Interest (the "Purchase Price"), and the place at which the Purchase Price in respect of such Interest is payable. Any such notice may be served upon such Investor by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such Investor at its last address known to or appearing in the Register. Immediately after the close of business on the date specified in the Purchase Notice, such Investor shall cease to be the owner of the Interest specified in such notice and its name shall be removed as to the respective Shares in the Register;

(ii) the Purchase Price of the Interest shall be an amount equal to 75% of the market value of the Investor's Interest, such value being determined by the General Partner obtaining price quote(s) within the market;

(iii) payment of the Purchase Price will be made to the owner of such Interest, except during periods of exchange restrictions, and will be deposited by the Corporation with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the Purchase Notice) for payment to such owner. Upon deposit of such price as aforesaid the person specified in such Purchase Notice shall have no further interest in the Corporation, or any claim against the Corporation or its assets in respect thereof, except the right to receive the price so deposited (without interest) from such bank; or

B) redeem Ordinary Shares from such Investor in accordance with provisions of Article 17.

(e) The exercise by the Corporation of the powers conferred by this Article 10 shall not be questioned or invalidated in any case on the ground that there was insufficient evidence of ownership of Shares by any person or that the true ownership of any Shares was otherwise than as appeared to the Corporation at the date of any Purchase Notice, provided that in such case the said powers were exercised by the Corporation in good faith.

(f) In addition to any liability under applicable law, each Investor who does not qualify as an Eligible Investor, and who holds an Interest, shall hold harmless and indemnify the Corporation, the General Partner, the other Investors and Ordinary Shareholders and the Corporation's agents for any damages, losses and expenses resulting from or connected to such holding in circumstances where the relevant Investor had furnished misleading or untrue documentation or had made misleading or untrue representations to wrongfully establish its status as an Eligible Investor or had failed to notify the Corporation of its loss of such status.

Art. 11. Annual General Meeting.

(a) The annual general meeting of Shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the registered office of the Corporation or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the last Friday of the month of June at 5.45 p.m. (Luxembourg time) and for the first time in 2015 on the first Thursday of the month of March at 3.30 p.m. (Luxembourg time). If such day is not a bank business day in Luxembourg, the annual general meeting of Shareholders shall be held on the preceding bank business day.

(b) Other Shareholder meetings may be held at such place and time as may be specified in the respective meeting notices.

Art. 12. Shareholder Meetings.

(a) All Shareholder meetings shall be presided over by the General Partner.

(b) Any duly convened Shareholder meeting shall represent the entire body of Shareholders. It shall have the broadest power to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Corporation.

(c) A Shareholder may act at any meeting of Shareholders by:

(i) appointing another person as its proxy in writing, or

(ii) providing written confirmation to the General Partner instructing the manner in which it elects to vote on respective agenda points provided that the written voting bulletins include (1) the name, first name, address and the signature of the relevant Shareholder, (2) the indication of the Shares for which the Shareholder will exercise such right, (3) the agenda as set forth in the convening notice and (4) the voting instructions (approval, refusal, abstention) for each point of the agenda. The original voting bulletins must be received by the Corporation 24 hours before the relevant Shareholder meeting.

(d) Each General Partner Share and each Ordinary Share carries one vote at all Shareholder meetings.

(e) All Shares will vote as one class unless otherwise required by law or provided in these Articles.

(f) Except as otherwise required by law or provided in these Articles, resolutions at a Shareholder meeting (a "Shareholder Resolution") shall require the approval of:

(i) a simple majority of the votes cast by the Shareholders present or represented, and

(ii) the General Partner.

(g) Any resolution at a Shareholder meeting deciding that the Corporation will no longer qualify as investment company in risk capital under the 2004 Law will need to be passed by a unanimous vote of all Shareholders and the General Partner and requires prior approval by the Luxembourg supervisory authority.

(h) The General Partner shall provide at least 8 days prior notice of any Shareholder meeting as required under Luxembourg law.

(i) The General Partner may determine all other conditions that must be fulfilled by Shareholders for them to take part in any Shareholder meeting.

(j) Votes cast as used in these Articles shall not include votes attaching to Shares in respect of which a Shareholder has not taken part in the vote or has abstained or has returned a blank or invalid vote.

(k) The General Partner is obliged to convene a Shareholder meeting so that it is held within a period of one month if Shareholders representing 10% of the Corporation's capital require so in writing with an indication of the agenda.

Art. 13. General Partner Powers.

(a) The General Partner has the broadest power to perform all acts of administration and disposition of the Corporation and to investigate, pursue and conclude transactions. The General Partner may at any time decide to proceed to the listing of the Ordinary Shares of the Corporation on any stock exchange or market. Should the General Partner proceed with a listing, the Prospectus will be updated.

(b) All powers that are not reserved by law or these Articles to the general meeting of Shareholders are within the powers of the General Partner.

(c) The General Partner shall determine the investment policy and the financing policy of the Corporation, subject to the restrictions established by (i) Luxembourg law, (ii) regulatory authorities, and (iii) these Articles.

(d) The Manager is authorized to seek financing on behalf of the Corporation. The Manager shall only utilize financings in accordance with applicable laws and regulations and subject to rates commercially available for such financing.

(i) Subject to Article 13(c)(ii) below, the Manager shall not cause the Corporation to undertake financing (at any one time) in an amount which exceeds the higher of (i) 10% of the aggregate Commitments, or (ii) the lesser of 25% of the aggregate Commitments and 100% of Remaining Commitments, unless otherwise unanimously advised by the Advisory Board; provided that prior to the final Share Offering, the Manager acting on behalf of the Corporation may seek financing in any form (at any one time) up to the higher of (i) 50 million Euros, or (ii) 100% of Remaining Commitments.

(ii) To the extent there are Shareholders who are subject to the German Insurance Supervisory Act provisions, then the Manager shall not, after the final Share Offering, cause the Corporation to undertake any financing except for short-term financing (i.e. up to one year) in an amount that exceeds 10% of the net asset value of the Corporation.

(e) Pursuant to the AIFMD and the 2013 Law, the General Partner may appoint (i) service providers as permitted by applicable rules and regulations; and (ii) a Luxembourg or foreign alternative investment fund manager authorised pursuant to the AIFMD. The General Partner may enter into agreements with such persons or companies for the provision of their services, the delegation of powers to them, and the determination of their remuneration to be borne by the Corporation. Where the law of a non-EU member country requires that certain financial instruments are held in custody by a local entity and there are no local entities that satisfy the delegation requirements laid down in article 21, paragraph 11 (d) (ii) of the AIFMD (Article 19, paragraph (11) (d) (ii) of the 2013 Law respectively), the Corporation's depositary can discharge itself of liability provided that the conditions laid down in article 21, paragraph 14, of the AIFMD (Article 19, paragraph (14) of the 2013 Law respectively) are met.

(f) The General Partner may establish an advisory board ("Advisory Board") that will be responsible for certain matters referred to it by the General Partner such as risk management and conflicts of interest.

Art. 14. Due Authorisation. The Corporation shall be bound by the joint signatures of any duly authorised directors or officers of the General Partner or by the signature of any other persons to whom authority shall have been delegated by the General Partner.

Art. 15. Exculpation & Indemnification.

(a) No Indemnified Party (as defined below) shall be liable to the Corporation or any Investor for any act or omission taken or suffered by such Indemnified Party in the reasonable belief that such act or omission is or is not, contrary to the best interests of the Corporation and is within the scope of authority granted to such Indemnified Party, provided that such acts or omissions do not constitute gross negligence or a material violation of such Indemnified Party's obligations to the Corporation.

(b) To the fullest extent permitted by law, the Corporation shall indemnify and hold harmless the General Partner or its affiliates, and any of their respective employees, officers, directors, agents, controlling persons or representatives (each an "Indemnified Party") from and against any and all claims, liabilities, damages, losses, costs and expenses (including amounts paid in satisfaction of judgments, in compromises and settlements, as fines and penalties and legal or other costs and expenses of investigating or defending against any claim or alleged claim) of any nature whatsoever, known or unknown, liquidated or unliquidated (collectively "Losses"), that are incurred by any Indemnified Party and arise out of or are related to the affairs or activities of the Corporation, including acting as a director of a target company, or the performance by such Indemnified Party of any of its responsibilities hereunder or otherwise in connection with being or having been a director or officer of the Corporation; provided that an Indemnified Party shall not be entitled to indemnification hereunder to the extent it is determined by any court or governmental body of competent jurisdiction that such Losses resulted directly from the Indemnified Party's gross negligence, wilful misconduct, or material breach of a material term of the Articles provided that such right of indemnification shall be reinstated in the event of such determination being reversed (Losses shall also include all costs and expenses incurred by the Indemnified Party in connection with obtaining a reversal of such determination).

(c) The right of any Indemnified Party to the indemnification provided herein shall be cumulative of, and in addition to, any and all rights to which such Indemnified Party may otherwise be entitled by contract or as a matter of law or equity and shall extend to such Indemnified Party's successors, assigns and legal representatives.

(d) Any Indemnified Party shall first seek to recover under any other indemnity or any insurance policies by which such Indemnified Party is indemnified or covered, as the case may be, but only to the extent that the indemnitor with respect to such indemnity or the insurer with respect to such insurance policy provides (or acknowledges its obligation to provide) such indemnity or coverage, as the case may be, on a timely basis. To the extent an Indemnified Party is indemnified pursuant to this Article 15 and subsequently recovers an amount in relation to the same matter from such indemnitor or insurer then such Indemnified Party shall account to the Corporation for the amount so recovered after deduction of all costs and expenses incurred in procuring recovery and all taxes thereon. The Indemnified Party shall obtain the written consent of the General Partner prior to entering into any compromise or settlement which would result in an obligation of the Corporation to indemnify such Indemnified Party.

Art. 16. Contribution and Recontribution Obligations.

(a) The Corporation may require Investors to (i) make Contributions, and/or (ii) recontribute to the Corporation amounts up to 50% of the aggregate distributions previously made to them less any amounts they have recontributed to the Corporation, in order to satisfy indemnification or any other obligations of the Corporation.

(b) The obligations of the Investors to make contributions and/or to re-contribute amounts previously distributed to them shall continue and survive until the earlier of (i) the third anniversary of the date of the relevant distribution was made, or (ii) the liquidation of the Corporation provided that, if at the end of any such period there are any actions, proceedings or investigations then pending, the General Partner shall notify the Corporation and the Shareholders in writing at such time, and in such cases the Investors' re-contribution obligations shall survive with respect to any obligations of the Corporation that arise out of or relate to such action, proceeding or investigation (or any related action, proceeding or investigation based upon the same or a similar claim) until the date that such action, proceeding or investigation is finally resolved.

Art. 17. Share Redemption and Defaulting Investors.

- (a) No redemption of Shares may be requested by the Shareholders.
- (b) A redemption of Shares at the discretion of the General Partner shall in particular be possible:
 - (i) in respect of the Shares issued in connection with the incorporation of the Corporation;
 - (ii) for the purpose of temporarily returning to Investors a portion of the capital paid in connection with any Share Offering or Drawdown;
 - (iii) for the purpose of distributing proceeds from investments to Shareholders/ Investors; and
 - (iv) in the situations detailed in Article 10 (d).
- (c) Shares will generally be redeemed for:
 - (i) the respective subscription price in relation to redemptions as set out in Article 17(b)(i) and (ii);
 - (ii) the latest reported Net Asset Value (according to the term defined hereafter) in relation to redemptions as set out in Article 17(b) (iii); and
 - (iii) 75% of the market value of Ordinary Shares, such value being determined by the General Partner obtaining price quote(s) within the market, to be redeemed in relation to redemptions set out in Article 17(b)(iv).
- (d) The General Partner shall retain flexibility in using the respective subscription price or the latest reported Net Asset Value, if deemed necessary and taking into account the interests of the Investors/ Shareholders.
- (e) Redeemed Shares will be cancelled by the Corporation.
- (f) If at any time:
 - (i) any representation made by an Investor to the Corporation in connection with the acquisition of Ordinary Shares by such Investor is determined by the General Partner not to be true and correct in any respect; or
 - (ii) an Investor does not fulfil its obligations towards the Corporation and in particular where such Investor has committed to subscribe for further Ordinary Shares and fails to honour its commitment to make further Contributions within the timeframe required,then the General Partner has the authority in the absence of curing of the above defaults within a reasonable time period determined by the General Partner to (A) suspend or terminate the pecuniary rights attached to all or part of the Ordinary Shares previously subscribed and paid for by the defaulting Investor, or (B) cause the sale and transfer to a new Investor of the Interest held by the defaulting Investor for a price equal to the Purchase Price as detailed in Article 10, or (C) reduce the Commitment of the defaulting Investor, or (D) withdraw the defaulting Investor's right to make Contributions or (E) apply any combination of the above or such other measure as it deems appropriate.
- (g) Each Investor expressly acknowledges the strict default provisions in these Articles and that it has been accepted as an Investor in the Corporation in reliance upon its agreement to the provisions of these Articles, and that where an Investor fails to fulfil its obligations to the Corporation set out in Article 17(f)(ii) then the General Partner may have no other option than to terminate a defaulting Investor's pecuniary rights in connection with its Ordinary Shares.

Art. 18. Net Asset Value of Shares.

- (a) The net asset value of Ordinary Shares in the Corporation (the "Net Asset Value") shall be determined on each Valuation Day (according to the term defined hereafter) in accordance with this Article 18.
- (b) The Net Asset Value in accordance with fair valuation methods shall be expressed as a per share figure and shall be determined by:
 - (i) first, establishing the value of assets less the liabilities of the Corporation (including any adjustments as considered by the Corporation to be necessary or prudent);
 - (ii) second, allocating the portion of assets and liabilities to Ordinary Shares according to the aggregate Contributions of Ordinary Shares, adjusted as necessary to take into consideration any additional fees or distributions to which Ordinary Shares may be entitled; and
 - (iii) finally, dividing the total assets and liabilities allocated to Ordinary Shares by the total number of Ordinary Shares on the Valuation Day.
- (c) The valuation of the Corporation's assets and liabilities shall be determined in accordance with generally accepted valuation principles in compliance with article 5 (3) of the 2004 Law:
 - (i) liquid assets shall be valued at their face value with interest accrued;
 - (ii) investments in target funds shall be valued according to the most recent valuation report received from the general partners of the target funds adjusted for net capital activity; and
 - (iii) other investments and other property and assets of the Corporation shall be valued according to the applicable accounting principles as set out in the Prospectus.
- (d) The Manager is responsible for and will ensure that the valuation of the Corporation's investments is performed appropriately and according to International Financial Reporting Standards as adopted by the European Union. In any event, the valuation task will be independent from the portfolio management.
- (e) The Net Asset Value for Ordinary Shares will be made available to Shareholders at the registered office of the Corporation within a period of time following the relevant Valuation Day as disclosed in the Prospectus.

(f) The determination of the Net Asset Value may be suspended during any period if, in the reasonable opinion of the Manager, a fair valuation of the assets of the Corporation is not practical for reasons beyond the control of the Corporation.

Art. 19. Accounting Year and Auditors.

(a) The accounting year of the Corporation shall begin on 1st January and shall terminate on the 31st December of the same year, with the exception of the first accounting year which shall begin on the date of the incorporation of the Corporation and shall terminate on the 31st December 2014.

(b) The annual general meeting of Shareholders shall appoint independent auditors.

(c) Accounting of the Corporation shall be based on the International Financial Reporting Standards as adopted by the European Union.

Art. 20. Distributions.

(a) The results allocated to Ordinary Shares shall be distributed in accordance with the provisions of these Articles.

(b) Within the limits provided by law, distributions of results and capital may be made at the discretion of the General Partner.

(c) The General Partner shall apply the following distribution policies:

(i) Distributable proceeds derived from investments will be distributed by the General Partner from time to time, provided that the General Partner may retain reasonable amounts to pay or provide reserves for expenses and other obligations of the Corporation, including fees payable to the General Partner or for re-investment purposes; and

(ii) The Corporation may receive proceeds from the Corporation's investments in the form of marketable securities. The General Partner will seek to sell such securities and distribute the net cash proceeds; Shareholders will bear any associated market risk and related costs incurred during the disposition process.

(iii) The General Partner shall not distribute securities to Shareholders other than at the time of dissolution of the Corporation or with the approval of a simple majority of the votes cast with respect to Ordinary Shares in issue.

(d) Distributions will be first made to the Shareholders in each case in proportion to their Commitments and subsequently to the General Partner (as holder of General Partner Shares) as an incentive allocation ("Incentive Allocation") in the following order of priority:

(e) first, 100% shall be distributed to Shareholders until the aggregate distributions made under this paragraph (e) equal the Shareholders' aggregate Contributions (the "Relevant Contributions"), plus an amount sufficient to provide the Shareholders, in aggregate, with a preferred rate of return of 8% per annum on the cash flows relating to the Corporation (the "Preferred Return"), such cash flows being comprised of the Relevant Contributions and distributions;

(f) second, 100% shall be paid to the General Partner as an Incentive Allocation until such time as the General Partner has received 10% of the sum of the distributed Preferred Return and the Incentive Allocation payments made under this paragraph (f) (full catch up);

(g) third, provided that the General Partner has received the amounts under paragraph (f), then 90% shall be distributed to the Shareholders and 10% shall be paid to the General Partner as an additional Incentive Allocation;

(h) The General Partner may waive, reduce or defer payment of any Incentive Allocation in respect of a given Shareholder or otherwise, and for purposes of this section, any in-kind distribution shall be treated as if such distribution was made in cash in an amount equal to the fair value of such in-kind distribution as of the date of such distribution.

(i) Distributions made to Shareholders are subject to recall to satisfy the obligations of the Corporation. Accordingly, the Shareholders may be required to re-contribute such amounts to the Corporation.

(j) In connection with the winding-up of the Corporation (i) the General Partner will calculate the Clawback Amount (if any) and where any Clawback Amount is outstanding then the General Partner shall pay such amount to the Corporation prior to the final distribution, and (ii) the Corporation shall pay the General Partner an amount (if any) as necessary for the General Partner to have received 10% of the Incentive Basis, provided that no payment shall be made to the General Partner that creates a Clawback Amount.

(k) The "Clawback Amount" is the higher of (i) the Preferred Return Shortfall, and (ii) the positive amount, if any, required for the Shareholders, in aggregate, to have received cumulative distributions equal to the Shareholder Threshold, provided that the Clawback Amount in no event shall exceed the aggregate Incentive Allocation payments received by the General Partner, less any tax paid or payable by the General Partner in relation thereto and not refunded to the General Partner. For the purposes of this section:

(l) The "Preferred Return Shortfall" is defined as an amount, if any, required to provide the Shareholders with the Preferred Return.

(m) The "Incentive Basis" is defined as the positive difference, if any, between (i) the distributions made to and (ii) Relevant Contributions received from the Shareholders.

(n) The "Shareholder Threshold" means the sum of (i) the Contributions of the Shareholders, and (ii) 90% multiplied by the Incentive Basis.

Art. 21. Liquidation.

(a) In the event of dissolution of the Corporation, liquidation shall be carried out by one or more liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed at a Shareholder meeting effecting such dissolution and which shall determine their powers and their remuneration.

(b) The net proceeds of liquidation shall be distributed by the liquidators to Shareholders pursuant to the rules set forth in Article 20.

(c) The net proceeds may be distributed in kind.

Art. 22. Amendment to Articles. Subject to the prior approval by the Luxembourg supervisory authority, these Articles may be amended from time to time by Shareholder Resolution taken under the conditions provided in articles 103 (and the following related articles) and article 67-1 of the law of 10th August 1915 on commercial companies, as amended, ("1915 Law"). In addition, any proposed amendment to these Articles will become valid and effective only if separately approved by a simple majority of the Ordinary Shares in issue.

Art. 23. Governing Regulation. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the 1915 Law and the 2004 Law.

Art. 24. Definitions. These definitions form an integral part of the Articles.

AIFMD Directive 2011/61/EU of the European Parliament and of the Council of 8 June 2011 on Alternative Investment Fund Managers and amending Directives 2003/41/EC and 2009/65/EC and Regulations (EC) No 1060/2009 and (EU) No 1095/2010.

Eligible Investors Pursuant to article 2 of the 2004 Law, either a) professional or institutional investors, or b) other investors who confirm in writing that they adhere to the status of well-informed investors and are fully aware of the risks and rewards of this type of investment within the meaning of the 2004 Law and who either invest or are committed to invest a minimum of 125,000 EUR in the Corporation or have been subject to an assessment made by a credit institution within the meaning of Directive 2006/48/EC, by an investment firm within the meaning of Directive 2004/39/EC or by a management company within the meaning of Directive 2009/65/EC certifying such investor's expertise, experience and knowledge in adequately appraising an investment in risk capital or c) a person taking part in the management of the Corporation.

A U.S. Person is prohibited from acquiring Shares in the Corporation.

Entry Charge A charge which may be levied on an Investor admitted to the Corporation subsequent to the initial share offering.

General Partner Share A share issued by the Corporation that has been subscribed to by the General Partner.

Interest An Investor's interest in the Corporation being its rights and obligations in connection with any Ordinary Shares held and its related Remaining Commitment.

Investor(s) The investors who have acquired or have committed to acquire Ordinary Shares in accordance with a Subscription Agreement. For the avoidance of doubt, any affiliate of the General Partner who has acquired or has committed to acquire Ordinary Shares shall be deemed an Investor.

Manager The Corporation's alternative investment fund manager within the meaning of the AIFMD.

Ordinary Share A share issued by the Corporation that has been subscribed to by an Investor.

Ordinary Shareholder The holder of Ordinary Shares.

Prospectus The most up-to-date version of the prospectus of the Corporation published in accordance with the 2004 Law.

Remaining Commitments The excess of (i) an Investor's Commitment over (ii) the aggregate amount of such Investor's Contributions (net of Contributions refunded pursuant to Article 17(b)(ii)).

Shares The Ordinary Shares and the General Partner Shares.

Shareholders The holders of Ordinary Shares and General Partner Shares.

Subscription Agreement The agreement the Corporation entered into with each of the Investors in connection with the commitment to subscribe for a certain number of Ordinary Shares.

U.S. Person Shall have the meaning ascribed in Regulation S, as amended from time to time, of the United States Securities Act of 1933, as amended (the "1933 Act") or as in any other Regulation or act which shall come into force within the United States of America and which shall in the future replace Regulation S or the 1933 Act.

Valuation Day The last day of each month.

2013 Law Luxembourg law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers, implementing the AIFMD."

There being no further business on the agenda, the Meeting was thereupon closed.

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that the present deed is drafted in English.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg on the day beforementioned.

The deed having been read to the Meeting, the members of the bureau, all of whom are known to the notary by their names, surnames, civil status and residences, signed together with the notary this deed.

Gezeichnet: S. WOLTER, A. SIEBENALER, A. BRAQUET und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 29 septembre 2014. Relation: LAC/2014/45110. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG - Der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 7. Oktober 2014.

Référence de publication: 2014157510/495.

(140178095) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 octobre 2014.

Partners Group Global Real Estate 2013 S.C.A., SICAR, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 2, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 180.399.

In the year two thousand and fourteen, on the nineteenth day of September.

Before Maître Henri HELLINCKX, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg),

Was held

an extraordinary general meeting of shareholders of "Partners Group Global Real Estate 2013 S.C.A., SICAR" (the "Company"), a société en commandite par actions, having its registered office in L-2180 Luxembourg, 2, rue Jean Monnet, incorporated by deed of the undersigned notary on September 17, 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2749 of 5 November 2013, the articles of incorporation of which have not been amended since.

The meeting was presided by Mrs Solange Wolter-Schieres, employee, professionally residing in Luxembourg.

The meeting appointed as secretary Mrs Arlette Siebenaler, employee, professionally residing in Luxembourg.

The meeting elects as scrutineer Mrs Annick Braquet, employee, professionally residing in Luxembourg.

The chairman declared and requested the notary to state that:

I. All the shares being registered shares, the present extraordinary general meeting has been convened by registered mail sent to all the registered shareholders on 26 August 2014.

II. The shareholders present and represented and the number of shares held by each of them are shown on an attendance list which is signed by the proxyholder, the chairman, the secretary, the scrutineer and the undersigned notary. This attendance list, together with the proxies, will be attached to this deed to be filed with the registration authorities.

III. It results from the attendance list, that out of the 3,100,000 Manager Shares and the 39,276.131 Ordinary shares in issue all the 3,100,000 Managers Shares and 36,022 Ordinary shares are represented at the present meeting.

IV. The present meeting is regularly constituted and can validly deliberate and resolve on all the items of the agenda.

V. That the agenda of the Meeting is as follows:

Agenda

Approval of the amendment and complete restatement of the articles of incorporation of the Corporation (as enclosed with the convening notice) with the main purpose of reflecting the Corporation's qualification as an alternative investment fund ("AIF") with the meaning of Article 1 (39) of the law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers.

Such amendment and restatement comprises, inter alia, the amendment of the purpose clause of the Corporation (Article 3 of the Articles) so as to read as follows:

" Art. 3. Purpose.

(a) The object of the Corporation is to make investments in secondary real estate assets and in other instruments with similar characteristics on a global basis as determined by the General Partner, representing risk capital within the meaning of article 1 of the 2004 Law, in order to provide its Investors with the benefit of the result of the management of its assets in consideration of the risk which they incur.

(b) The Corporation may take any measures and carry out any operation, which it may deem useful in the development and accomplishment of its purpose including (i) to seek financing in any form and (ii) to grant guarantees by way of mortgage, charge, pledge, assignment of a security interest or otherwise in all or any of its assets including Remaining Commitments (including for the avoidance of doubt any of the claims) of the Corporation to secure the obligations of the Corporation towards its Shareholders or third parties each time to the full extent permitted by the 2004 Law, provided that the other provisions of these Articles will be complied with.

(c) The Corporation may not undertake any other investment activities except for holding short-term bank deposits, cash and cash equivalents, high quality short-term money market mutual funds and borrowing of funds pursuant to Article 13 (c)."

Then the general meeting takes unanimously the following resolution:

Sole resolution

The Meeting decided to approve the amendment and complete restatement of the articles of incorporation of the Corporation with the main purpose of reflecting the Corporation's qualification as an alternative investment fund ("AIF") with the meaning of Article 1 (39) of the law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers.

Such amendment and restatement comprises, inter alia, the amendment of the purpose clause of the Corporation (Article 3 of the Articles) as set forth in the agenda:

The articles of incorporation will now read as follows:

Art. 1. Establishment. There exists among the subscribers and all those who become owners of Shares hereafter issued, a corporation in the form of a société en commandite par actions with variable capital organised as an investment company in risk capital under the law of 15th June 2004, as amended (the "2004 Law") and qualifying as alternative investment fund within the meaning of article 1 (39) of the law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers (the "2013 Law") under the name of "Partners Group Global Real Estate 2013 S.C.A., SICAR" (the "Corporation").

Art. 2. Term. The Corporation is established for a period expiring on 31st December 2026, provided that the Corporation by Shareholder Resolution (according to the term defined hereafter) taken under the conditions for amendments of these Articles may be dissolved prior to this date or continued for up to 3 (three) additional one-year periods.

Art. 3. Purpose.

(a) The object of the Corporation is to invest directly or indirectly in real estate assets and other instruments with similar characteristics worldwide as determined by the General Partner, representing risk capital within the meaning of article 1 of the 2004 Law, in order to provide its Investors with the benefit of the result of the management of its assets in consideration of the risk which they incur.

(b) The Corporation may take any measures and carry out any operation, which it may deem useful in the development and accomplishment of its purpose including (i) to seek financing in any form and (ii) to grant guarantees by way of mortgage, charge, pledge, assignment of a security interest or otherwise in all or any of its assets including Remaining Commitments (including for the avoidance of doubt any of the claims) of the Corporation to secure the obligations of the Corporation towards its Shareholders or third parties each time to the full extent permitted by the 2004 Law, provided that the other provisions of these Articles will be complied with.

(c) The Corporation may not undertake any other investment activities except for holding short-term bank deposits, cash and cash equivalents, high quality short-term money market mutual funds and borrowing of funds pursuant to Article 13 (c).

Art. 4. Registered Office. The registered office of the Corporation is established in Luxembourg City, in the Grand-Duchy of Luxembourg. Branches or other offices may be established in Luxembourg by resolution of the General Partner. If and to the extent permitted by law, the General Partner may decide to transfer the registered office to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg.

Art. 5. Share Capital.

(a) The share capital of the Corporation shall be represented by Shares without nominal value and shall at all times be equal to the Corporation's total net assets.

(b) The Corporation is incorporated with a share capital of 33,000 Euro (EUR 33,000).

(c) The General Partner may delegate to any duly authorized officer of the Corporation or to any other duly authorized person, the duty of accepting subscriptions and of delivering and receiving payment for Shares issued.

(d) The share capital of the Corporation shall be represented by the following classes of Shares:

(i) Ordinary Shares issued to Investors, generally for a subscription price of one thousand Euros (EUR 1,000); and

(ii) General Partner Shares issued to the General Partner, generally for a subscription price of one Euro cent (EUR 0.01).

(e) No preferential subscription rights are granted.

(f) The General Partner may fully or partially return to Shareholders the amounts paid in connection with the subscription of Shares, provided that such amounts may be callable at times and under the conditions determined by the General Partner.

(g) The total amounts contributed to the Corporation by a Shareholder are referred to as "Contributions".

(h) The General Partner will determine the dates of the share offerings of the Corporation for the admission of additional Investors (each a "Share Offering"), and may hold further Share Offerings over a period of eighteen months following the initial Share Offering. The Share Offering period may, in the discretion of the General Partner, be extended by up to 12 months.

(i) The General Partner acting on behalf of the Corporation has full discretion to organize the procedures relating to closings, drawdowns and payments upon drawdown.

(j) The minimum capital, as defined in the 2004 Law, which must be achieved within twelve months after the date on which the Corporation has been authorised as a société d'investissement en capital à risque under Luxembourg law, shall be one million Euros (EUR 1,000,000).

Art. 6. The General Partner.

(a) The "associé-gérant-commandité" of the Corporation shall be Partners Group Management III S.à r.l., a corporation organised under the laws of Luxembourg (the "General Partner"). The General Partner has appointed Partners Group (UK) Limited as the authorized alternative investment fund manager of the Company (the "Manager") within the meaning of the 2013 Law and the AIFMD, who will be responsible for the portfolio and risk management of the Corporation.

(b) The General Partner is jointly and severally liable for all liabilities to third parties which cannot be met out of the assets of the Corporation. The General Partner shall not be liable on its own assets for the payment of (i) any distributions to Shareholders or (ii) the return of Contributions to Investors.

Art. 7. Liability of Investors and Disclosure to Investors.

(a) The Investors are not permitted to act on behalf of the Corporation in any manner or capacity other than by exercising their rights at Shareholder meetings.

(b) The Investors shall be solely liable for payment to the Corporation of (i) the subscription price on any Ordinary Shares and any Remaining Commitment (according to the term defined hereafter), (ii) the return of distributions, (iii), if applicable, an Entry Charge (according to the term defined hereafter) and (iv) its obligation to pay withholding tax amounts where applicable. For the avoidance of doubt, the General Partner may allocate any withholding or other taxes imposed on the Corporation that result from (i) an Investor's/Shareholder's participation in the Corporation or (ii) an Investor's/Shareholder's failure to provide any requested information under the United States Foreign Account Tax Compliance Act of 2010 or similar laws, to such Investor/Shareholder pro-rata its relevant Contribution.

Art. 8. Share Register.

(a) All issued Shares of the Corporation shall be recorded in the Shareholder register (the "Register"). The Register shall contain the name of each Shareholder, their residence, registered office or elected domicile, the number and class of Shares held, the amount paid in on the Shares, and the banking account details of the Shareholders.

(b) Until notices to the contrary have been received by the Corporation, it may treat the information contained in the Register as accurate and up-to-date and may in particular use the inscribed addresses for the sending of notices and announcements and the inscribed banking account details for the making of any payments.

(c) The General Partner will appoint an entity responsible for the maintenance of the Register.

(d) Transfers of Shares shall be effected by inscription of the transfer in the Register upon delivery to the Corporation of a completed transfer form together with evidence that (i) the purchaser has assumed all obligations in connection with the Remaining Commitment relating to the respective Interest and such other documentation as the Corporation may require or (ii) the seller continues to assume all obligations in connection with the Remaining Commitment.

(e) Investors may transfer fully paid Ordinary Shares to Eligible Investors (according to the term defined hereafter). Their Remaining Commitment (according to the term defined hereafter) may be transferred to the extent the transferee is (i) creditworthy, as determined by the General Partner, and (ii) eligible in accordance with the provisions of the 2004 Law.

To the extent that, and as long as, a respective Interest is part of a German insurance company's or a German pension fund's "committed asset" ("Sicherungsvermögen") as defined in Sec. 66 of the German Insurance Supervisory Act, as may be amended from time to time ("Versicherungsaufsichtsgesetz") or "other committed asset" ("Sonstiges gebundenes Vermögen" as defined in Sec. 54 para 1 or Sec. 115 of the German Insurance Supervisory Act, as may be amended from time to time), such Interest shall not be disposed of without the prior written consent of the trustee ("Treuhand") appointed in accordance with Sec. 70 of the German Insurance Supervisory Act, as may be amended from time to time, or by the trustee's authorized deputy.

However, notwithstanding the above, any Interest that is directly or indirectly held by a German insurance company or a German pension fund and that is part of their committed assets is freely transferable and such transfer will not require the approval of the General Partner provided the transferee is an Eligible Investor and executes the necessary documentation. Upon the transfer of any Interest that is directly or indirectly held by a Shareholder that is a German insurance company or German pension fund, the transferee shall accept and become solely responsible for all liabilities and obligations relating to such Interest held and the transferor shall be released from and shall have no further liability in respect of the Corporation.

(f) Fractions of Shares may be issued up to three decimal places.

(g) Shares will only be issued as registered securities.

(h) Shares will be available in book-entry form. No certificates will be issued.

Art. 9. Commitment.

(a) Investors will irrevocably undertake to subscribe for Ordinary Shares in an amount as set out in the Subscription Agreement (each a "Commitment").

(b) The minimum Commitment to the Corporation by an Investor will be ten million Euro (EUR 10,000,000) although the General Partner reserves the right to admit Investors with lower Commitments.

(c) The Commitment made by each Investor will be payable in instalments by subscribing for additional Shares in the Corporation. Prior to each Contribution, the General Partner will issue a drawdown notice advising Investors of the portion of their Commitment required to be contributed to the Corporation and the corresponding number of Shares that will be issued, whereupon such amount shall be payable within ten (10) calendar days, in cash denominated in Euro, and the relevant number of Shares shall be issued to Investors on a pro-rata basis (each such event of drawing down capital being a "Drawdown").

(d) Drawdowns will be made in proportion to the Commitment of each Investor, as needed to satisfy the capital requirements of the Corporation's investments, to permit the payment of fees and expenses and any other obligations of the Corporation and to maintain a reserve for the operating expenses of the Corporation.

Art. 10. Eligible Investor.

(a) The General Partner on behalf of the Corporation may, at its discretion, restrict or prevent the ownership of Shares in the Corporation by any person, firm or corporate body.

(b) Only Eligible Investors are permitted to hold an Interest in the Corporation.

(c) The General Partner may, at its discretion, delay the acceptance of any application for an Interest until such time as sufficient documentation has been provided verifying that the applicant qualifies as an Eligible Investor.

(d) If the Corporation determines that an Investor is no longer an Eligible Investor or an Ordinary Shareholder is not an Eligible Investor or no longer an Eligible Investor, or if the Investor/Ordinary Shareholder, or is in breach of its obligations, representations or warranties or fails to make such representations or warranties or fails to deliver information for example as required under the United States Foreign Account Tax Compliance Act of 2010 or similar law) as the General Partner may require, the General Partner may implement option A) or B) at its sole discretion:

A). require/cause such Investor or Ordinary Shareholder to sell all or part of its Interest at a price determined in accordance with the following provisions:

(i) the Corporation shall serve a notice (the "Purchase Notice") upon the Investor, specifying the Interest to be purchased as aforesaid, the price to be paid for such Interest (the "Purchase Price"), and the place at which the Purchase Price in respect of such Interest is payable. Any such notice may be served upon such Investor by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such Investor at its last address known to or appearing in the Register. Immediately after the close of business on the date specified in the Purchase Notice, such Investor shall cease to be the owner of the Interest specified in such notice and its name shall be removed as to the respective Shares in the Register;

(ii) the Purchase Price of the Interest shall be an amount equal to 75% of the market value of the Investor's Interest, such value being determined by the General Partner obtaining price quote(s) within the market;

(iii) payment of the Purchase Price will be made to the owner of such Interest, except during periods of exchange restrictions, and will be deposited by the Corporation with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the Purchase Notice) for payment to such owner. Upon deposit of such price as aforesaid the person specified in such Purchase Notice shall have no further interest in the Corporation, or any claim against the Corporation or its assets in respect thereof, except the right to receive the price so deposited (without interest) from such bank or

B). redeem Ordinary Shares from such Investor/ Shareholders in accordance with provisions of Article 17.

(e) The exercise by the Corporation of the powers conferred by this Article 10 shall not be questioned or invalidated in any case on the ground that there was insufficient evidence of ownership of Shares by any person or that the true ownership of any Shares was otherwise than as appeared to the Corporation at the date of any Purchase Notice, provided that in such case the said powers were exercised by the Corporation in good faith.

(f) In addition to any liability under applicable law, each Investor who does not qualify as an Eligible Investor, and who holds an Interest, shall hold harmless and indemnify the Corporation, the General Partner, the other Investors and Ordinary Shareholders and the Corporation's agents for any damages, losses and expenses resulting from or connected to such holding in circumstances where the relevant Investor had furnished misleading or untrue documentation or had made misleading or untrue representations to wrongfully establish its status as an Eligible Investor or had failed to notify the Corporation of its loss of such status.

Art. 11. Annual General Meeting.

(a) The annual general meeting of Shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the registered office of the Corporation or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the last Friday of the month of June at 6.00 p.m. (Luxembourg time) and for the first time in 2015 on the first Friday of the month of March at 4.00 p.m. (Luxembourg time). If such day is not a bank business day in Luxembourg, the annual general meeting of Shareholders shall be held on the preceding bank business day.

(b) Other Shareholder meetings may be held at such place and time as may be specified in the respective meeting notices.

Art. 12. Shareholder Meetings.

(a) All Shareholder meetings shall be presided over by the General Partner.

(b) Any duly convened Shareholder meeting shall represent the entire body of Shareholders. It shall have the broadest power to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Corporation.

(c) A Shareholder may act at any meeting of Shareholders by:

(i) appointing another person as its proxy in writing, or

(ii) providing written confirmation to the General Partner instructing the manner in which it elects to vote on respective agenda points provided that the written voting bulletins include (1) the name, first name, address and the signature of the relevant Shareholder, (2) the indication of the Shares for which the Shareholder will exercise such right, (3) the agenda as set forth in the convening notice and (4) the voting instructions (approval, refusal, abstention) for each point of the agenda. The original voting bulletins must be received by the Corporation 24 hours before the relevant Shareholder meeting.

(d) Each General Partner Share and each Ordinary Share carries one vote at all Shareholder meetings.

(e) All Shares will vote as one class unless otherwise required by law or provided in these Articles.

(f) Except as otherwise required by law or provided in these Articles, resolutions at a Shareholder meeting (a "Shareholder Resolution") shall require the approval of:

(i) a simple majority of the votes cast by the Shareholders present or represented, and

(ii) the General Partner.

(g) Any resolution at a Shareholder meeting deciding that the Corporation will no longer qualify as investment company in risk capital under the 2004 Law will need to be passed by a unanimous vote of all Shareholders and the General Partner and requires prior approval by the Luxembourg supervisory authority.

(h) The General Partner shall provide at least 8 days prior notice of any Shareholder meeting as required under Luxembourg law.

(i) The General Partner may determine all other conditions that must be fulfilled by Shareholders for them to take part in any Shareholder meeting.

(j) Votes cast as used in these Articles shall not include votes attaching to Shares in respect of which a Shareholder has not taken part in the vote or has abstained or has returned a blank or invalid vote.

(k) The General Partner is obliged to convene a Shareholder meeting so that it is held within a period of one month if Shareholders representing 10% of the Corporation's capital require so in writing with an indication of the agenda.

Art. 13. General Partner Powers.

(a) The General Partner has the broadest power to perform all acts of administration and disposition of the Corporation and to investigate, pursue and conclude transactions.

(b) All powers that are not reserved by law or these Articles to the general meeting of Shareholders are within the powers of the General Partner.

(c) The General Partner shall determine the investment policy and the financing policy of the Corporation, subject to the restrictions established by (i) Luxembourg law, (ii) regulatory authorities, and (iii) these Articles.

(d) The Manager is authorized to seek financing on behalf of the Corporation. The Manager shall only utilize financings in accordance with applicable laws and regulations and subject to rates commercially available for such financing.

(i) Subject to Article 13(c)(ii) below, the Manager shall not cause the Corporation to undertake financing (at any one time) in an amount which exceeds the higher of (i) 10% of the aggregate Commitments; or (ii) the lesser of 25% of the aggregate Commitments and 100% of Remaining Commitments, unless otherwise unanimously advised by the Advisory Board; provided that prior to the final Share Offering, the Manager acting on behalf of the Corporation may seek financing in any form (at any one time) up to the higher of (i) 50 million Euros, or (ii) 100% of Remaining Commitments.

(ii) To the extent there are Shareholders who are subject to the German Insurance Supervisory Act provisions, then the Manager shall not, after the final Share Offering, cause the Corporation to undertake any financing except for short-term financing (i.e. up to one year) in an amount that exceeds 10% of the net asset value of the Corporation.

(e) Pursuant to the AIFMD and the 2013 Law, the General Partner may appoint (i) service providers as permitted by applicable rules and regulations; (ii) a Luxembourg or foreign alternative investment fund manager authorised pursuant to the AIFMD. The General Partner may enter into agreements with such persons or companies for the provision of their services, the delegation of powers to them, and the determination of their remuneration to be borne by the Corporation. Where the law of a non-EU member country requires that certain financial instruments are held in custody by a local entity and there are no local entities that satisfy the delegation requirements laid down in article 21, paragraph 11 (d) (ii) of the AIFMD (Article 19, paragraph (11) (d) (ii) of the 2013 Law respectively), the Corporation's depositary can discharge itself of liability provided that the conditions laid down in article 21, paragraph 14, of the AIFMD (Article 19, paragraph (14) of the 2013 Law respectively) are met.

(f) The General Partner may establish an advisory board ("Advisory Board") that will be responsible for certain matters referred to it by the General Partner such as risk management and conflicts of interest.

(g) The General Partner may at any time decide to proceed to the listing of the Ordinary Shares of the Corporation on any stock exchange or market. Should the Manager proceed with a listing, the Prospectus will be updated.

Art. 14. Due Authorisation. The Corporation shall be bound by the joint signatures of any duly authorised directors or officers of the General Partner or by the signature of any other persons to whom authority shall have been delegated by the General Partner.

Art. 15. Exculpation & Indemnification.

(a) No Indemnified Party (as defined below) shall be liable to the Corporation or any Investor for any act or omission taken or suffered by such Indemnified Party in the reasonable belief that such act or omission is or is not, contrary to the best interests of the Corporation and is within the scope of authority granted to such Indemnified Party, provided that such acts or omissions do not constitute gross negligence or a material violation of such Indemnified Party's obligations to the Corporation.

(b) To the fullest extent permitted by law, the Corporation shall indemnify and hold harmless the General Partner or its affiliates, and any of their respective employees, officers, directors, agents, controlling persons or representatives (each an "Indemnified Party") from and against any and all claims, liabilities, damages, losses, costs and expenses (including amounts paid in satisfaction of judgments, in compromises and settlements, as fines and penalties and legal or other costs and expenses of investigating or defending against any claim or alleged claim) of any nature whatsoever, known or unknown, liquidated or unliquidated (collectively "Losses"), that are incurred by any Indemnified Party and arise out of or are related to the affairs or activities of the Corporation, including acting as a director of a target company, or the performance by such Indemnified Party of any of its responsibilities hereunder or otherwise in connection with being or having been a director or officer of the Corporation; provided that an Indemnified Party shall not be entitled to indemnification hereunder to the extent it is determined by any court or governmental body of competent jurisdiction that such Losses resulted directly from the Indemnified Party's gross negligence, wilful misconduct, or material breach of a material term of the Articles provided that such right of indemnification shall be reinstated in the event of such determination being reversed (Losses shall also include all costs and expenses incurred by the Indemnified Party in connection with obtaining a reversal of such determination).

(c) The right of any Indemnified Party to the indemnification provided herein shall be cumulative of, and in addition to, any and all rights to which such Indemnified Party may otherwise be entitled by contract or as a matter of law or equity and shall extend to such Indemnified Party's successors, assigns and legal representatives.

(d) Any Indemnified Party shall first seek to recover under any other indemnity or any insurance policies by which such Indemnified Party is indemnified or covered, as the case may be, but only to the extent that the indemnitor with respect to such indemnity or the insurer with respect to such insurance policy provides (or acknowledges its obligation to provide) such indemnity or coverage, as the case may be, on a timely basis. To the extent an Indemnified Party is indemnified pursuant to this Article 15 and subsequently recovers an amount in relation to the same matter from such indemnitor or insurer then such Indemnified Party shall account to the Corporation for the amount so recovered after deduction of all costs and expenses incurred in procuring recovery and all taxes thereon. The Indemnified Party shall obtain the written consent of the General Partner prior to entering into any compromise or settlement which would result in an obligation of the Corporation to indemnify such Indemnified Party.

Art. 16. Contribution and Recontribution Obligations.

(a) The Corporation may require Investors to (i) make Contributions, and/or (ii) recontribute to the Corporation amounts up to 50% of the aggregate distributions previously made to them less any amounts they have re-contributed to the Corporation, in order to satisfy indemnification or any other obligations of the Corporation.

(b) All of the foregoing contribution or recontribution obligations shall continue until the earlier of (i) the third anniversary of the date of the relevant distribution was made, or (ii) the liquidation of the Corporation provided that, if at the end of any such period there are any actions, proceedings or investigations then pending, the Manager shall notify the Corporation and the Shareholders in writing at such time, and in such cases the Investors' re-contribution obligations shall survive with respect to any obligations of the Corporation that arise out of or relate to such action, proceeding or investigation (or any related action, proceeding or investigation based upon the same or a similar claim) until the date that such action, proceeding or investigation is finally resolved.

Art. 17. Share Redemption and Defaulting Investors.

(a) No redemption of Shares may be requested by the Shareholders.

(b) A redemption of Shares at the discretion of the General Partner shall in particular be possible:

(i) in respect of the Shares issued in connection with the incorporation of the Corporation;

(ii) for the purpose of temporarily returning to Investors a portion of the capital paid in connection with any Share Offering or Drawdown;

(iii) for the purpose of distributing proceeds from investments; and

(iv) in the situations detailed in Article 10(d).

(c) Shares will generally be redeemed for:

(i) the respective subscription price in relation to redemptions as set out in Article 17(b)(i) and (ii);

(ii) the latest reported Net Asset Value (according to the term defined thereafter) in relation to redemptions as set out in Article 17(b)(iii); and

(iii) 75% of the market value of Ordinary Shares, such value being determined by the General Partner obtaining price quote(s) within the market, to be redeemed in relation to redemptions set out in Article 17(b)(iv).

(d) The General Partner shall retain flexibility in using the respective subscription price or the latest reported Net Asset Value, if deemed necessary and taking into account the interests of the Investors/ Shareholders.

(e) Redeemed Shares will be cancelled by the Corporation.

(f) If at any time:

(i) any representation made by an Investor to the Corporation in connection with the acquisition of Ordinary Shares by such Investor is determined by the General Partner not to be true and correct in any respect; or

(ii) an Investor does not fulfil its obligations towards the Corporation and in particular where such Investor has committed to subscribe for further Ordinary Shares and fails to honour its commitment to make further Contributions within the timeframe required, then the General Partner has the authority in the absence of curing of the above defaults within a reasonable time period determined by the General Partner to (A) suspend or terminate the pecuniary rights attached to all or part of the Ordinary Shares previously subscribed and paid for by the defaulting Investor, or (B) cause the sale and transfer to a new Investor of the Interest held by the defaulting Investor for a price equal to the Purchase Price as detailed in Article 10, or (C) reduce the Commitment of the defaulting Investor, or (D) withdraw the defaulting Investor's right to make Contributions or (E) apply any combination of the above or such other measure as it deems appropriate.

(g) Each Investor expressly acknowledges the strict default provisions in these Articles and that it has been accepted as an Investor in the Corporation in reliance upon its agreement to the provisions of these Articles, and that where an Investor fails to fulfil its obligations to the Corporation set out in Article 17(f)(ii) then the General Partner may have no other option than to terminate a defaulting Investor's pecuniary rights in connection with its Ordinary Shares.

Art. 18. Net Asset Value of Shares.

(a) The net asset value of Ordinary Shares in the Corporation (the "Net Asset Value") shall be determined on each Valuation Day (according to the term defined hereafter) in accordance with this Article 18.

(b) The Net Asset Value in accordance with fair valuation methods shall be expressed as a per share figure and shall be determined by:

(i) first, establishing the value of assets less the liabilities of the Corporation (including any adjustments as considered by the Corporation to be necessary or prudent);

(ii) second, allocating the portion of assets and liabilities to Ordinary Shares according to the aggregate Contributions of Ordinary Shares, adjusted as necessary to take into consideration any additional fees or distributions to which Ordinary Shares may be entitled; and

(iii) finally, dividing the total assets and liabilities allocated to Ordinary Shares by the total number of Ordinary Shares on the Valuation Day.

(c) The valuation of the Corporation's assets and liabilities shall be determined in accordance with generally accepted valuation principles in compliance with article 5 (3) of the 2004 Law:

(i) liquid assets shall be valued at their face value with interest accrued;

(ii) investments in target funds shall be valued according to the most recent valuation report received from the general partners of the target funds adjusted for net capital activity; and

(iii) other investments and other property and assets of the Corporation shall be valued according to the applicable accounting principles as set out in the Prospectus.

(d) The Manager is responsible for and will ensure that the valuation of the Corporation's investments is performed appropriately and according to International Financial Reporting Standards. In any event, the valuation task will be independent from the portfolio management.

(e) The Net Asset Value for Ordinary Shares will be made available to Shareholders at the registered office of the Corporation within a period of time following the relevant Valuation Day as disclosed in the Prospectus.

(f) The determination of the Net Asset Value may be suspended during any period if, in the reasonable opinion of the Manager, a fair valuation of the assets of the Corporation is not practical for reasons beyond the control of the Corporation.

Art. 19. Accounting Year and Auditors.

(a) The accounting year of the Corporation shall begin on 1st January and shall terminate on the 31st December of the same year, with the exception of the first accounting year which shall begin on the date of the incorporation of the Corporation and shall terminate on the 31st December 2014.

(b) The annual general meeting of Shareholders shall appoint independent auditors.

(c) Accounting of the Corporation shall be based on the International Financial Reporting Standards as adopted by the European Union.

Art. 20. Distributions.

(a) The results allocated to Ordinary Shares shall be distributed in accordance with the provisions of these Articles.

(b) Within the limits provided by law, distributions of results and capital may be made at the discretion of the General Partner.

(c) The General Partner shall apply the following distribution policies:

(i) Distributable proceeds derived from investments will be distributed by the General Partner from time to time, provided that the General Partner may retain reasonable amounts to pay or provide reserves for expenses and other obligations of the Corporation, including fees payable to the General Partner or for re-investment purposes; and

(ii) The Corporation may receive proceeds from the Corporation's investments in the form of marketable securities. The General Partner will seek to sell such securities and distribute the net cash proceeds; Shareholders will bear any associated market risk and related costs incurred during the disposition process.

(iii) The General Partner shall not distribute securities to Shareholders other than at the time of dissolution of the Corporation or with the approval of a simple majority of the votes cast with respect to Ordinary Shares in issue.

(d) Distributions of proceeds derived from (i) direct investments and (ii) secondary investments (each, a "Class") will be made first to Investors in proportion to their Commitments and subsequently to the General Partner (as holder of General Partner Shares) as an incentive allocation ("Incentive Allocation") in the following order of priority:

(i) first, 100% shall be distributed to Shareholders until the aggregate distributions derived from the relevant Class under this paragraph (i) equal the Shareholders' aggregate Contributions in respect of the relevant Class (the "Relevant Contributions"), plus an amount sufficient to provide the Shareholders, in aggregate, with a preferred rate of return of 8% per annum on the cash flows relating to such Class (the "Preferred Return"), such cash flows being comprised of the Relevant Contributions and distributions relating to such Class;

(ii) second, 100% shall be paid to the General Partner as an Incentive Allocation until such time as the General Partner has received the Specified Percentage of the sum of the distributed Preferred Return and the Incentive Allocation payments made under this clause (ii) (full catch up);

(iii) third, provided that the General Partner has received the Specified Percentage under clause (ii), then (a) 100% minus the Specified Percentage shall be distributed to the Shareholders and (b) the Specified Percentage shall be paid to the General Partner as an additional Incentive Allocation;

(e) The "Specified Percentage" shall equal 15% for direct investments and 10% for secondary investments. Relevant Contributions shall include Contributions in respect of the Investment Fees associated with the relevant Class of Investments.

(f) For the purpose of the Incentive Allocation and the Clawback provisions, calculations shall be based on the dates when (i) Contributions are made by the Company in respect of the relevant Investments, (ii) the Investment Fees in respect of the relevant Investments are payable to the General Partner and (iii) proceeds derived from the relevant Investments are received by the Company. All calculations shall be based on the currency in which the respective investment is made, to ensure that any Incentive Allocation is based on the performance of the relevant investment rather than on currency fluctuations. Accordingly, it is possible that an Incentive Allocation may not be received by the General Partner even though Shareholders receive significant returns from a particular investment due to changes in currency valuations. Similarly, the General Partner may receive an Incentive Allocation where no profit, on a Euro basis, is realized by the Shareholders. The General Partner may waive, reduce or defer payment of any Incentive Allocation in respect of a given Shareholder or otherwise, and for purposes of this section, any in-kind distribution shall be treated as if such distribution was made in cash in an amount equal to the fair value of such in-kind distribution as of the date of such distribution.

(g) Distributions made to Shareholders are subject to recall to satisfy the obligations of the Corporation. Accordingly, the Shareholders may be required to recontribute such amounts to the Corporation.

(h) In connection with the winding-up of the Corporation (i) the General Partner will calculate the Clawback Amount (if any) in respect of each Class and where any Clawback Amount is outstanding then the General Partner shall pay such amount to the Corporation prior to the final distribution, and (ii) the Corporation shall pay the General Partner an amount (if any) as necessary for the General Partner to have received the Specified Percentage of the Incentive Basis for each Class, provided that no payment shall be made to the General Partner that creates a Clawback Amount.

(i) The "Clawback Amount" is the higher of (i) the Preferred Return Shortfall, and (ii) the positive amount, if any, required for the Shareholders, in aggregate, to have received cumulative distributions equal to the Shareholder Threshold, provided that the Clawback Amount in no event shall exceed the aggregate Incentive Allocation payments received by the General Partner with respect to the relevant Class, less any tax paid or payable by the General Partner in relation thereto and not refunded to the General Partner. For the purposes of this section:

(j) The "Preferred Return Shortfall" is defined as an amount, if any, required to provide the Shareholders with the Preferred Return.

(k) The "Incentive Basis" is defined as the positive difference, if any, between (i) the distributions made that are derived from the relevant Class and (ii) Relevant Contributions.

(l) The "Shareholder Threshold" means the sum of (i) the Relevant Contributions of the Shareholders, and (ii) (100% minus the Specified Percentage) multiplied by the Incentive Basis.

Art. 21. Liquidation.

(a) In the event of dissolution of the Corporation, liquidation shall be carried out by one or more liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed at a Shareholder meeting effecting such dissolution and which shall determine their powers and their remuneration.

(b) The net proceeds of liquidation shall be distributed by the liquidators to Shareholders pursuant to the rules set forth in Article 20.

(c) The net proceeds may be distributed in kind.

Art. 22. Amendment to Articles. Subject to the prior approval by the Luxembourg supervisory authority, these Articles may be amended from time to time by Shareholder Resolution taken under the conditions provided in articles 103 (and the following related articles) and article 67-1 of the law of 10th August 1915 on commercial companies, as amended, ("1915 Law"). In addition, any proposed amendment to these Articles will become valid and effective only if separately approved by a simple majority of the Ordinary Shares in issue.

Art. 23. Governing Regulation. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the 1915 Law and the 2004 Law.

Art. 24. Definitions. These definitions form an integral part of the Articles.

AIFMD Directive 2011/61/EU of the European Parliament and of the Council of 8 June 2011 on Alternative Investment Fund Managers and amending Directives 2003/41/EC and 2009/65/EC and Regulations (EC) No 1060/2009 and (EU) No 1095/2010. Eligible Investors Pursuant to article 2 of the 2004 Law, either a) professional or institutional investors, or b) other investors who confirm in writing that they adhere to the status of well-informed investors and are fully aware of the risks and rewards of this type of investment within the meaning of the 2004 Law and who either invest or are committed to invest a minimum of 125,000 Euro in the Corporation or have been subject to an assessment made by a credit institution within the meaning of Directive 2006/48/EC, by an investment firm within the meaning of Directive 2004/39/EC or by a management company within the meaning of Directive 2009/65/EC certifying such investor's expertise, experience and knowledge in adequately appraising an investment in risk capital or c) a person taking part in the management of the Corporation.

A U.S. Person is prohibited from acquiring Shares in the Corporation.

Entry Charge A charge which may be levied on an Investor admitted to the Corporation subsequent to the initial share offering.

General Partner Share A share issued by the Corporation that has been subscribed to by the General Partner.

Interest An Investor's interest in the Corporation being its rights and obligations in connection with any Ordinary Shares held and its related Remaining Commitment.

Investor(s) The investors who have acquired or have committed to acquire Ordinary Shares in accordance with a Subscription Agreement. For the avoidance of doubt, any affiliate of the General Partner who has acquired or has committed to acquire Ordinary Shares shall be deemed an Investor.

Manager The Corporation's alternative investment fund manager within the meaning of the AIFMD.

Ordinary Share A share issued by the Corporation that has been subscribed to by an Investor.

Ordinary Shareholder The holder of Ordinary Shares.

Prospectus The most up-to-date version of the prospectus of the Corporation published in accordance with the 2004 Law.

Remaining Commitments The excess of (i) an Investor's Commitment over (ii) the aggregate amount of such Investor's Contributions (net of Contributions refunded pursuant to Article 17 (b)(ii)).

Shares The Ordinary Shares and the General Partner Shares.

Shareholders The holders of Ordinary Shares and General Partner Shares.

Subscription Agreement The agreement the Corporation entered into with each of the Investors in connection with the commitment to subscribe for a certain number of Ordinary Shares.

U.S. Person Shall have the meaning ascribed in Regulation S, as amended from time to time, of the United States Securities Act of 1933, as amended ("the 1933 Act") or as in any other Regulation or act which shall come into force within the United States of America and which shall in the future replace Regulation S or the 1933 Act.

Valuation Day The last day of each month.

2013 Law Luxembourg law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers, implementing the AIFMD.

There being no further business on the agenda, the Meeting was thereupon closed.

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that the present deed is drafted in English.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg on the day beforementioned.

The deed having been read to the Meeting, the members of the bureau, all of whom are known to the notary by their names, surnames, civil status and residences, signed together with the notary this deed.

Gezeichnet: S. WOLTER, A. SIEBENALER, A. BRAQUET und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 29 septembre 2014. Relation: LAC/2014/45112. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG - Der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 7. Oktober 2014.

Référence de publication: 2014157509/510.

(140178104) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 octobre 2014.

Cyclone Holdings Luxembourg S.à.r.l, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 154.995.

In the year two thousand and fourteen, on the eleventh of August;

Before Us Me Jean-Paul MEYERS, notary residing in Rambrouch, (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned;

THERE APPEARED:

CCL International Inc., a corporation duly incorporated and existing under the laws of the province of Ontario, Canada, registered under the Business Corporations Act (Ontario) under the number 656184, with its registered office at 105, Gordon Baker Road, Suite 500, Toronto, Ontario M2H 3P8, Canada, acting by its Luxembourg branch, Cyclone International Holdings Branch (the "Branch"), having its office at 16, avenue Pasteur L-2320 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 154948 (hereafter referred to as the ("Sole Shareholder")),

represented by Ms. Laurence LICATA, lawyer, professionally residing at 69, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, by virtue of a power of attorney given in Luxembourg under private seal on 11 August 2014.

The said proxy, after having been signed "ne varietur" by the proxyholder and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing party, represented as stated here above, asked the notary public to state that it is the sole shareholder, holding all the issued and existing (i) eleven thousand three hundred sixty-four (11,364) ordinary shares (the "Ordinary Shares") with a nominal value of zero point six four three eight three five seven five nine zero three four five nine zero four Euro (EUR 0.6438357590345904) each and (ii) two hundred and sixteen millions sixty-three thousand eight hundred fifteen (216,063,815) mandatory redeemable preferred shares (the "MRPS") with a nominal value of zero point six four three eight three five seven five nine zero three four five nine zero four Euro (EUR 0.6438357590345904) each (the Ordinary Shares and the MRPS are referred to collectively as the "Shares"),

representing the entire corporate capital of the company Cyclone Holdings Luxembourg S.à r.l., a private limited liability company incorporated and existing under the laws of Luxembourg, registered with the Trade and Companies Register of Luxembourg under the number B 154995, having its registered address in L 2310 Luxembourg, 16 Avenue Pasteur, incorporated pursuant to a deed received by Me Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg, on 4 August 4, 2010, published in the Official Gazette Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, dated 5 October 2010, number 2084, (hereinafter referred to as the "Company"), which articles of incorporation have been amended for the last time by a notarial deed received by Me Carlo WERSANDT on 27 May 2014, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

The agenda of the extraordinary general meeting of the Sole Shareholder will be the following:

1- Increase of the corporate capital of the Company by the amount of EUR 414.416,95 so as to increase the corporate capital from its present amount of EUR 139,116,926.88 to the amount of EUR 139,531,343.83 by the increase of the nominal value of (i) the existing 11,364 Ordinary Shares so as to bring it from its current amount of EUR 0.6438357590345904 each to EUR 0,64575368848 each and of (ii) the existing 216,063,815 MRPS of as to bring it from its current amount of EUR 0.6438357590345904 each to EUR 0,64575368848 each;

2- Issuance of a share premium amounting to EUR 3,729,741.47, which will be allocated as follows:

- EUR 196.16 allocated to the Ordinary Share Premium Account;
- EUR 3,729,545.31 allocated to the MRPS Share Premium Account;

3- Further to the corporate capital of the Company, increase of the legal reserve by an amount of EUR 41,441.58;

4- Subscription for (i) the existing 11,364 ordinary shares with a nominal value of EUR 0,64575368848 each, together with an ordinary share premium amounting to 196.16, (ii) the existing 216,063,815 mandatory redeemable preferred Shares with a nominal value of EUR 0,64575368848 each, together with a MRPS share premium amounting to EUR

3,729,545.31, and together with (iii) the amount of EUR 41,441.58 allocated to the legal reserve, in consideration for an aggregate contribution in cash amounting to EUR 4,185,600, divided into a contribution in cash amounting to GBP 3,000,000.- converted into EUR 3,765,600 according to the exchange rate fixed by the European Central Bank as of 8 August 2014 being GBP 1.2552 for EUR 1 and a contribution in cash amounting to EUR 420,000;

5- Amendment of article 5 of the Company's articles of association so as to reflect the increase of its share capital;

6- Granting authorization to any one manager of the Company, each acting individually under his sole signature on behalf of the Company to carry out any necessary and ancillary action in relation to the resolutions to be taken on the basis of the present agenda;

7- Any other business.

Such appearing party, represented as stated here above, in its capacity as Sole Shareholder of the Company, asked the undersigned notary to state its resolutions as follows:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to increase the corporate capital of the Company by the amount of four hundred fourteen thousand four hundred sixteen Euro ninety-five cents (EUR 414.416,95) so as to increase the corporate capital from its present amount of one hundred thirty-nine million one hundred sixteen thousand nine hundred twenty-six Euro eighty-eight cents (EUR 139,116,926.88) to the amount of one hundred thirty-nine million five hundred thirty-one thousand three hundred forty-three Euro eighty-three cents (EUR 139,531,343.83) by the increase of the nominal value of (i) the existing eleven thousand three hundred sixty-four (11,364) Ordinary Shares so as to bring it from its current amount of zero point six four three eight three five seven five nine zero three four five nine zero four Euro (EUR 0.6438357590345904) each to zero point six four five seven five three six eight eight four eight Euro (EUR 0.64575368848) each and of (ii) the existing two hundred sixteen million sixty-three thousand eight hundred fifteen (216,063,815) MRPS of as to bring it from its current amount of zero point six four three eight three five seven five nine zero three four five nine zero four Euro (EUR 0.6438357590345904) each to zero point six four five seven five three six eight eight four eight Euro (EUR 0.64575368848) each.

Second resolution

The Sole Shareholder resolves to issue a share premium amounting to three million seven hundred twenty-nine thousand seven hundred forty-one Euro forty-seven cents (EUR 3,729,741.47), which will be allocated as follows:

- one hundred ninety-six Euro sixteen cents (EUR 196.16) allocated to the Ordinary Share Premium Account;
- three million seven hundred twenty-nine thousand five hundred forty-five Euro thirty-one cents (EUR 3,729,545.31) allocated to the MRPS Share Premium Account;

Third resolution

Further to the increase of the nominal value of the corporate capital of the Company, the Sole Shareholder resolves to increase the legal reserve by an amount of forty-one thousand four hundred forty-one Euro fifty-eight cents (EUR 41,441.58).

Subscription and payment

Further Ms Laurence LICATA, prenamed, acting in her capacity as duly appointed attorney of the Sole Shareholder, by virtue of a power of attorney granted under private seal,

declared to subscribe in the name and on behalf of the Sole Shareholder for

for (i) the existing eleven thousand three hundred sixty-four (11,364) Ordinary Shares with a nominal value of zero point six four five seven five three six eight eight four eight Euro (EUR 0,64575368848) each, together with an ordinary share premium amounting to one hundred ninety-six Euro sixteen cents (EUR 196.16), (ii) the existing two hundred and sixteen million sixty-three thousand eight hundred fifteen (216,063,815) MRPS with a nominal value of zero point six four five seven five three six eight eight four eight Euro (EUR 0,64575368848) each, together with a MRPS share premium amounting to three million seven hundred twenty-nine thousand five hundred forty-five Euro thirty-one cents (EUR 3,729,545.31), and together with (iii) the amount of forty-one thousand four hundred forty-one Euro fifty-eight cents (EUR 41,441.58) allocated to the legal reserve in consideration for an aggregate contribution in cash amounting to four million one hundred eighty-five thousand six hundred Euro (EUR 4,185,600), divided into a contribution in cash amounting to three million Pound Sterling (GBP 3,000,000) converted into three million seven hundred sixty-five thousand (EUR 3,765,000) according to the exchange rate fixed by the European Central Bank as of 8 August 2014 being one point two five five two Pound Sterling (GBP 1.2552) for one Euro (EUR 1) and a contribution in cash amounting to four hundred twenty thousand Euro (EUR 420,000).

Evidence of the above cash payment has been given to the undersigned notary by way of bank certificates issued by ING Luxembourg SA, and the undersigned notary formally acknowledged the availability of the aggregate amount of four million one hundred eighty-five thousand six hundred Euro (EUR 4,185,600) to the Company.

Fourth resolution

The Sole Shareholder resolves to amend:

(i) the first sentence of article 5.1 of the Company's articles of association, which shall henceforth read as follows:

“ 5.1. The Company's share capital is set at one hundred thirty-nine million five hundred thirty-one thousand three hundred forty-three Euro eighty-three cents (EUR 139,531,343.83) represented by (i) eleven thousand three hundred sixty-four (11,364) ordinary shares (the “Ordinary Shares”) with a nominal value of zero point six four five seven five three six eight eight four eight Euro (EUR 0,64575368848) each and (ii) two hundred and sixteen million sixty-three thousand eight hundred fifteen (216,063,815) mandatory redeemable preferred Shares (the “MRPS”) with a nominal value of zero point six four five seven five three six eight eight four eight Euro (EUR 0,64575368848).”

(ii) article 5.2 of the Company's articles of association, which shall henceforth read as follows:

“All the Shares have a nominal value of zero point six four five seven five three six eight eight four eight Euro (EUR 0,64575368848) each.”

Fifth resolution

The Sole Shareholder decides to grant authorization to any one manager of the Company, each acting individually under his sole signature on behalf of the Company to carry out any necessary and ancillary action in relation to the resolutions taken during the present general meeting.

Estimate of costs

The expenses, costs, remuneration or charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately five thousand euros.

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English and French, states herewith that, on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing party, and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the proxy-holder of the appearing party, acting as said before, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said proxy-holder has signed with Us the notary the present deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le onze août.

Pardevant Nous Maître Jean-Paul MEYERS, notaire de résidence à Rambrouch, (Grand-Duché de Luxembourg), sous-signé;

A COMPARU:

CCL International Inc., une société constituée et existante en droit de la province de l'Ontario, Canada, enregistrée sous le numéro 656184 et dont le siège social est situé au 105, Gordon Baker Road, Suite 500, Toronto, Ontario M2H 3P8, Canada, agissant par l'intermédiaire de la succursale luxembourgeoise, Cyclone International Holdings Branch (la «Succursale») ayant son siège social au 16 avenue Pasteur L-2310 Luxembourg, inscrite auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 154948 (ci-après l'«Associé Unique»),

dûment représentée par Mlle Laurence LICATA, avocat, demeurant professionnellement au 69, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée au Luxembourg le 11 août 2014.

Ladite procuration, après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire de la comparante et le notaire instrumentaire, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Ladite comparante, représentée comme décrite ci-dessus, demande au notaire de constater qu'elle est l'associé unique détenant (i) les onze mille trois cent soixante-quatre (11.364) parts ordinaires (les “Parts Ordinaires”) ayant une valeur nominale de zéro virgule huit six deux neuf sept un sept un sept neuf huit sept un huit deux six Euros (EUR 0.6438357590345904) chacune et (ii) deux cent seize millions soixante-trois mille huit cent quinze (216.063.815) parts privilégiées obligatoirement rachetables (les “PPORs”) d'une valeur nominale de zéro virgule huit six deux neuf sept un sept un sept neuf huit sept un huit deux six Euros (EUR 0.6438357590345904) chacune (les Parts Ordinaires et les PPORs sont appelées de façon collective les “Parts”),

représentant l'intégralité du capital social de la société Cyclone Holdings Luxembourg S.à r.l., une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 154995, constituée par Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, le 4 août 2010, publié au Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations du 5 octobre 2010, nr 2084 (ci-après la “Société”), dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois par un acte notarié reçu par le notaire soussigné, le 27 mai 2014 et pas encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

L'agenda de l'assemblée générale extraordinaire de l'associé unique est comme suit:

1- Augmentation du capital social de la Société d'un montant de EUR 414,416.95, de façon à augmenter le capital social de son montant actuel de EUR 139.116.926,88 à un montant de EUR 139,531,343.83 par l'augmentation de la valeur nominale (i) des 11.634 Parts Ordinaires existantes de façon à la porter de sa valeur actuelle de EUR 0,6438357590345904

chacune à la valeur de EUR 0,64575368848 chacune et (ii) des 216.063.815 PPORs existantes de façon à la porter de sa valeur actuelle de EUR 0,6438357590345904 chacune à la valeur de EUR 0,64575368848 chacune;

2- Emission d'une prime d'émission d'un montant de EUR 3.729.741,47, qui sera allouée de la façon suivante:

- EUR 196,16 alloués au Compte de Prime d'Emission des Parts Ordinaires;
- EUR 3.729.545,31 alloués au Compte de Prime d'Emission des PPORs;

3- Suite de l'augmentation du capital social de la Société, augmentation de la réserve légale d'un montant de EUR 41.441,58;

4- Souscription des (i) 11.364 Parts Sociales Ordinaires existantes ayant une valeur nominale EUR 0,64575368848 chacune, avec une Prime d'Emission des Parts Ordinaires d'un montant de EUR 196,16, (ii) 216.063.815 PPORs existantes ayant une valeur nominale EUR 0,64575368848 chacune, avec une Prime d'Emission des PPORs d'un montant de EUR 3.729.545,31 et (iii) un montant de EUR 41.441,58, alloué à la réserve légale, en contrepartie d'un apport en espèces d'un montant total de EUR 4.185.600 divisé en une contrepartie en espèce d'un montant de GBP 3.000.000 correspondant à EUR 3.765.000, sur base du taux de change publié par la Banque Centrale Européenne en date du 8 août 2014 qui est de GBP 1,2552 pour EUR 1, et d'une contrepartie en espèce d'un montant de EUR 420.000;

5- Modification de l'article 5 des statuts de la Société de façon à refléter l'augmentation de capital social;

6- Octroi à tout gérant de la Société, du pouvoir d'agir individuellement sous sa seule signature pour le compte de la Société et d'effectuer toute action pouvant s'avérer utile et nécessaire en relation avec les résolutions prises lors de la présente assemblée générale

7- Divers.

La prédite comparante, représentée comme décrit ci-dessus, a requis le notaire d'acter les résolutions suivantes qu'elle prend en sa qualité d'associé unique de la Société:

Première résolution

L'Associé Unique décide d'augmenter le capital de la société d'un montant de quatre cent quatorze mille quatre cent seize Euros quatre-vingt-quinze centimes (EUR 414.416,95) de façon à augmenter le capital social de son montant actuel de cent trente-neuf millions cent seize mille neuf cent vingt-six Euros quatre-vingt-huit centimes (EUR 139.116.926,88) à un montant de cent trente-neuf millions cinq cent trente-et-un mille trois cent quarante-trois Euros quatre-vingt-trois centimes (EUR 139.531.343,83) par l'augmentation de la valeur nominale (i) des onze mille trois cent soixante-quatre (11.364) Parts Ordinaires existantes de façon à la porter de sa valeur actuelle de zéro virgule six quatre trois huit trois cinq sept cinq neuf zéro trois quatre cinq neuf zéro quatre Euros (EUR 0,6438357590345904) chacune à la valeur de zéro virgule six quatre cinq sept cinq trois six huit huit quatre huit Euros (EUR 0,64575368848) chacune et (ii) des deux cent seize millions soixante-trois mille huit cent quinze (216.063.815) PPORs existantes de façon à la porter de sa valeur actuelle de zéro virgule six quatre trois huit trois cinq sept cinq neuf zéro trois quatre cinq neuf zéro quatre Euros (EUR 0,6438357590345904) chacune à la valeur de zéro virgule six quatre cinq sept cinq trois six huit huit quatre huit Euros (EUR 0,64575368848) chacune.

Deuxième résolution

L'Associé Unique décide d'émettre une prime d'émission d'un montant de trois millions sept cent vingt-neuf mille sept cent quarante-et-un Euros quarante-sept centimes (EUR 3.729.741,47) qui sera allouée de la façon suivante:

- cent quatre-vingt-seize mille Euros seize centimes (EUR 196,16) alloués au Compte de Prime d'Emission des Parts Ordinaires;
- trois millions sept cent vingt-neuf mille cinq cent quarante-cinq Euros trente-et-un centimes (EUR 3.729.545,31) alloués au Compte de Prime d'Emission des PPORs.

Troisième résolution

A la suite de l'augmentation du capital social de la Société, l'Associé Unique décide d'augmenter la réserve légale d'un montant de quarante-et-un mille quatre cent quarante-et-un Euros cinquante-huit centimes (EUR 41.441,58).

Souscription et paiement

Melle Laurence LICATA, prénommée, agissant en sa qualité de mandataire dûment désigné par l'Associé Unique en vertu d'une procuration donnée sous seing privé,

déclare souscrire au nom et pour le compte de l'Associé Unique, (i) les onze mille trois cent soixante-quatre (11.364) Parts Sociales Ordinaires existantes ayant une valeur nominale de zéro virgule six quatre cinq sept cinq trois six huit huit quatre huit Euros (EUR 0,64575368848) chacune, avec une Prime d'Emission des Parts Ordinaires d'un montant de cent quatre-vingt-seize mille Euros seize centimes (EUR 196,16), (ii) les deux cent seize millions soixante-trois mille huit cent quinze (216.063.815) PPORs existantes ayant une valeur nominale de zéro virgule six quatre cinq sept cinq trois six huit huit quatre huit Euros (EUR 0,64575368848) chacune, avec une Prime d'Emission des PPORs d'un montant de trois millions sept cent vingt-neuf mille cinq cent quarante-cinq Euros trente-et-un centimes (EUR 3.729.545,31) et (iii) un montant de quarante-et-un mille quatre cent quarante-et-un Euros cinquante-huit centimes (EUR 41.441,58) alloué à la réserve légale, en contrepartie d'un apport en espèces d'un montant total de quatre millions cent quatre-vingt-cinq mille

six cents Euros (EUR 4.185.600) divisé en une contrepartie en espèce d'un montant de trois millions de Livres Sterling (GBP 3.000.000) correspondant à trois millions sept cent soixante-cinq mille Euros (EUR 3.765.000), sur base du taux de change publié par la Banque Centrale Européenne en date du 8 août 2014 qui est de une Livre Sterling (GBP 1,2552) pour un Euro (EUR 1), et d'une contrepartie en espèce d'un montant de quatre cent vingt mille Euros (EUR 420.000).

Preuve du paiement en numéraire mentionné ci-dessus a été donnée au notaire instrumentant par un certificat bancaire émis par la banque ING Luxembourg SA, et le notaire instrumentant a reconnu officiellement la disponibilité au profit de la Société d'un montant total de quatre millions cent quatre-vingt-cinq mille six cents Euros (EUR 4.185.600).

Quatrième résolution

L'Associé Unique décide de modifier:

(i) la première phrase de l'article 5.1 des Statuts de la Société, qui sera rédigé comme suit:

“ **5.1.** Le capital social de la Société est fixé cent trente-neuf millions cinq cent trente-et-un mille trois cent quarante-trois Euros quatre-vingt-trois centimes (EUR 139.531.343,83) représenté par (i) onze mille trois cent soixante quatre (11.364) parts ordinaires (les “Parts Ordinaires”) d'une valeur nominale de zéro virgule six quatre cinq sept cinq trois six huit huit quatre huit Euros (EUR 0,64575368848) chacune et (ii) deux cent seize millions soixante-trois mille huit cent quinze (216.063.815) parts privilégiées obligatoirement rachetables (les “PPORs”) d'une valeur nominale de zéro virgule six quatre cinq sept cinq trois six huit huit quatre huit Euros (EUR 0,64575368848) chacune.»

(i) L'article 5.2 des Statuts de la Société, qui sera rédigé comme suite:

«Toutes les Parts ont une valeur nominale de zéro virgule six quatre cinq sept cinq trois six huit huit quatre huit Euros (EUR 0,64575368848) chacune.»

Cinquième résolution

L'associé unique décide d'octroyer à tout gérant de la Société, le pouvoir d'agir individuellement sous sa seule signature pour le compte de la Société et d'effectuer toute action pouvant s'avérer utile et nécessaire en relation avec les résolutions prises lors de la présente assemblée générale.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société en raison de la présente sont estimés approximativement à cinq mille euros.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais et français, déclare par les présentes, qu'à la requête de la partie comparante le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête de la même partie comparante, et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte à la mandataire de la partie comparante, agissant comme dit ci-avant, connue du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, ladite mandataire a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Licata, Jean-Paul Meyers.

Enregistré à Redange/Attert, le 13 août 2014. Relation: RED/2014/1854. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Kirsch.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée sur papier libre, aux fins d'enregistrement auprès du R.C.S.L. et de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Rambrouch, le 02 septembre 2014.

Jean-Paul MEYERS.

Référence de publication: 2014138845/254.

(140157482) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2014.

Infitec S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1274 Howald, 23, rue des Bruyères.

R.C.S. Luxembourg B 69.197.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2014142857/11.

(140162332) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2014.

Brucar S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 189.962.

STATUTS

L'an deux mille quatorze, le vingt-neuf août.

Par-devant Maître Paul DECKER, notaire de résidence à Luxembourg, agissant en remplacement de son confrère empêché Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, lequel dernier restera dépositaire de la minute.

A COMPARU:

Global Administration Services (Luxembourg) S.A., société anonyme existant et gouvernée par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social à L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, numéro 57.147,

ici représentée par Monsieur Max MAYER, employé, ayant son domicile professionnel à Junglinster, 3, route de Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée.

La précitée procuration, après avoir été paraphée "ne varietur" par le mandataire de la comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle comparante, représentée comme dit ci-dessus, a requis le notaire instrumentant de dresser acte constitutif d'une société anonyme qu'elle déclare constituer et dont elle a arrêté les statuts comme suit:

Titre I^{er} . - Dénomination, Siège social, Objet, Durée

Art. 1^{er}. Il est formé une société anonyme sous la dénomination de "Brucar S.A."

Art. 2. Le siège de la société est établi dans la Ville de Luxembourg.

Au cas où des événements extraordinaires d'ordre politique ou économique, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiraient ou seraient imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, ou dans toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales.

La décision n'aura aucun effet sur la nationalité de la société. Pareille déclaration de transfert du siège sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'organe de la société qui se trouvera le mieux placé à cet effet dans les circonstances données.

Art. 3. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des entreprises luxembourgeoises ou étrangères et toutes autres formes de placement, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière de titres, obligations, créances, billets et autres valeurs de toutes espèces, l'administration, le contrôle et le développement de telles participations.

La société peut:

- participer à la création et au développement de n'importe quelle entreprise financière, industrielle ou commerciale, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, et leur prêter tous concours, que ce soit par des prêts, des garanties ou de toute autre manière;

- prêter et emprunter sous toutes les formes, avec ou sans intérêts, et procéder à l'émission d'obligations;

- réaliser toutes opérations mobilières, immobilières, financières, industrielles et commerciales liées directement ou indirectement à son objet;

- détenir des marques et brevets;

- réaliser son objet directement ou indirectement en son nom propre ou pour le compte de tiers, seule ou en association, en effectuant toutes opérations de nature à favoriser ledit objet ou celui des sociétés dans lesquelles elle détient des intérêts.

D'une façon générale, la société peut prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet.

Titre II. - Capital, Actions

Art. 5. Le capital social est fixé à deux cent cinquante mille euros (250.000,-EUR), représenté par deux mille cinq cents (2 500) actions sans désignation de valeur nominale.

Les actions de la société peuvent être créées au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en titres représentatifs de plusieurs actions.

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix du propriétaire.

La société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par action. Dans le cas où une action viendrait à appartenir à plusieurs personnes, la société aura le droit de suspendre l'exercice de tous droits y attachés jusqu'au moment où une personne aura été désignée comme propriétaire unique de l'action. La même règle est appliquée en cas de conflit entre un usufruitier et un nu-propriétaire ou entre un créancier et un débiteur gagiste.

La société peut, dans la mesure où, et aux conditions auxquelles la Loi le permet, racheter ses propres actions. Une assemblée générale des actionnaires statuant à la majorité simple des actionnaires présents ou représentés déterminera la durée de l'autorisation, le nombre d'actions à racheter tout comme les contre-valeurs minimales et maximales.

Titre III. - Administration

Art. 6. La société est administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, actionnaires ou non, nommés pour un terme qui ne peut excéder six ans, par l'assemblée générale des actionnaires, et toujours révocables par elle.

Si la société est établie par un actionnaire unique ou si à l'occasion d'une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que la société a seulement un actionnaire restant, la composition du conseil d'administration pourra être limitée à un (1) membre, jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

Le nombre des administrateurs ainsi que leur rémunération et la durée de leur mandat sont fixés par l'assemblée générale des actionnaires.

Art. 7. Le conseil d'administration élit parmi ses membres un président. Par dérogation à ce qui précède, le premier président est nommé par l'assemblée générale constitutive.

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président, aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige. Il doit être convoqué chaque fois que deux administrateurs le demandent.

Si tous les administrateurs sont présents ou représentés lors d'une réunion du conseil d'administration et s'ils déclarent connaître l'ordre du jour, la réunion du conseil d'administration pourra se tenir sans avis de convocation préalable.

En cas d'absence du président, les réunions du conseil d'administration sont présidées par un administrateur présent, désigné à cet effet.

En cas de vacance d'une place d'administrateur nommé par l'assemblée générale, les administrateurs restant ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement. Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de la première réunion, procède à l'élection définitive.

Tout administrateur peut participer aux réunions du conseil d'administration par conférence téléphonique ou par tout autre moyen similaire de communication, tel qu'exigé par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée ci-après «la Loi de 1915».

Le conseil d'administration ne pourra délibérer ou agir valablement que si la moitié au moins de ses membres est présente ou représentée.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés.

Le conseil d'administration pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou plusieurs écrits ou par câble, télégramme, télex, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire, à confirmer par écrit, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil d'administration seront signés par le président ou par deux administrateurs.

Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président ou par deux administrateurs.

Art. 8. Le conseil d'administration ou l'administrateur unique, selon le cas, est investi des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social. Tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi ou les statuts à l'assemblée générale des actionnaires sont de la compétence du conseil d'administration ou de l'administrateur unique. Il est autorisé à verser des acomptes sur dividendes aux conditions prévues par la Loi de 1915.

Art. 9. Si la société a un administrateur unique, la société est engagée en toutes circonstances par la signature individuelle de cet administrateur, et en cas de pluralité d'administrateurs, par les signatures conjointes de deux administrateurs ou par la signature individuelle d'un administrateur-délégué, sans préjudice des décisions à prendre quant à la signature sociale en cas de délégation de pouvoirs et mandats conférés par le conseil d'administration en vertu de l'article 10 des statuts.

La signature d'un seul administrateur sera toutefois suffisante pour représenter valablement la société dans ses rapports avec les administrations publiques ou pour la représenter en justice.

Art. 10. Le conseil d'administration peut déléguer la gestion journalière de la société à un ou plusieurs administrateurs qui prendront la dénomination d'administrateurs-délégués.

Le conseil d'administration ou l'administrateur unique peut aussi donner des pouvoirs spéciaux ou déléguer la signature de certains actes à un ou plusieurs mandataires, choisis dans ou hors son sein, actionnaires ou non.

Art. 11. Les administrateurs ne contractent aucune obligation personnelle relativement aux engagements de la société.

La société devra indemniser tout administrateur ou mandataire et ses héritiers, exécutant et administrant, contre tous dommages ou compensations devant être payés par lui ainsi que les dépenses ou les coûts raisonnablement engagés par lui, en conséquence ou en relation avec toute action, procès ou procédures à propos desquelles il pourrait être partie en raison de sa qualité ou ancienne qualité d'administrateur ou mandataire de la société, ou, à la requête de la société, de toute autre société où la société est un actionnaire/associé ou un créancier et par quoi il n'a pas droit à être indemnisé, sauf si cela concerne des questions à propos desquelles il sera finalement déclaré impliqué dans telle action, procès ou procédures en responsabilité pour négligence grave, fraude ou mauvaise conduite préméditée.

Dans l'hypothèse d'une transaction, l'indemnisation sera octroyée seulement pour les points couverts par l'accord et pour lesquels la société a été avertie par son avocat que la personne à indemniser n'a pas commis une violation de ses obligations telle que décrite ci-dessus. Les droits d'indemnisation ne devront pas exclure d'autres droits auxquels tel administrateur ou mandataire pourrait prétendre.

Titre IV. - Surveillance

Art. 12. La société est surveillée par un ou plusieurs commissaires nommés par l'assemblée générale, qui fixe leur nombre et leur rémunération, ainsi que la durée de leur mandat, qui ne peut excéder six ans.

Titre V. - Assemblée générale

Art. 13. L'assemblée générale des actionnaires a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier les actes qui intéressent la société.

S'il y a seulement un actionnaire, l'associé unique assure tous les pouvoirs conférés par l'assemblée des actionnaires et prend les décisions par écrit.

En cas de pluralité d'actionnaires, l'assemblée générale des actionnaires représente tous les actionnaires de la société.

Art. 14. L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le 1^{er} mardi du mois de mai à 18.00 heures, au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les convocations.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale a lieu le premier jour ouvrable suivant.

Art. 15. Chaque action donne droit à une voix.

Tout actionnaire pourra prendre part aux assemblées des actionnaires en désignant par écrit, par câble, télégramme, télex ou télécopie une autre personne comme son mandataire. Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la Loi ou les présents statuts, les décisions d'une assemblée des actionnaires dûment convoquée sont prises à la majorité simple des votes des actionnaires présents ou représentés.

Le conseil d'administration peut déterminer toutes autres conditions à remplir par les actionnaires pour prendre part à toute assemblée générale des actionnaires.

Tout actionnaire peut aussi voter par correspondance, en retournant un formulaire dûment complété et signé (le «formulaire») envoyé par le conseil d'administration, l'administrateur unique, le président du conseil d'administration ou deux administrateurs, suivant le cas contenant les mentions suivantes en langue française ou anglaise:

- a) Le nom et l'adresse de l'actionnaire;
- b) Le nombre d'actions qu'il détient;
- c) Chaque résolution sur laquelle un vote est requis;
- d) Une déclaration par laquelle l'actionnaire reconnaît avoir été informé de la/des résolution(s) pour lesquelles un vote est requis;
- e) Une case pour chaque résolution à considérer;
- f) Une invitation à cocher la case correspondant aux résolutions que l'actionnaire veut approuver, rejeter ou s'abstenir de voter;
- g) Une mention de l'endroit et de la date de signature du formulaire;
- h) La signature du formulaire et une mention de l'identité du signataire autorisé selon le cas; et
- i) La déclaration suivante: «A défaut d'indication de vote et si aucune case n'est cochée, le formulaire est nul. L'indication de votes contradictoires au regard d'une résolution sera assimilée à une absence d'indication de vote. Le formulaire peut être utilisé pour des assemblées successives convoquées le même jour. Les votes par correspondance ne sont pris en compte que si le formulaire parvient à la société un jour au moins avant la réunion de l'assemblée. Un actionnaire ne peut pas adresser à la société à la fois une procuration et le formulaire. Toutefois, si ces deux documents parvenaient à la société, le vote exprimé dans le formulaire primera.»

Titre VI. - Année sociale, Répartition des bénéfices

Art. 16. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Art. 17. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution de la réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint le dixième du capital social, mais devrait toutefois être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, la réserve était entamée.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Titre VII. - Dissolution, Liquidation

Art. 18. La dissolution de la société ne peut résulter que d'une décision prise par l'assemblée générale dans les formes prescrites pour les modifications des statuts.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Titre VIII. - Dispositions générales

Art. 19. Pour tous les points non réglés par les présents statuts, les parties se réfèrent à la Loi 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Dispositions transitoires

1) Exceptionnellement, le premier exercice social comprendra tout le temps à courir de la constitution de la société jusqu'au 31 décembre 2014.

2) La première assemblée générale annuelle se tiendra en 2015.

Souscription

Toutes les actions ont été souscrites par la société Global Administration Services (Luxembourg) S.A.", préqualifiée.

Toutes les actions ont été intégralement libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de deux cent cinquante mille euros (250.000,-EUR), se trouve dès à présent à la disposition de la société ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant.

Déclaration

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la Loi 1915 sur les sociétés commerciales, et en constate expressément l'accomplissement.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, s'élève approximativement à 1.700,- EUR.

Décisions de l'actionnaire unique

Et aussitôt l'actionnaire unique a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

Le nombre des administrateurs est fixé à quatre (4) et celui de commissaire aux comptes à un (1).

Deuxième résolution

Sont nommés administrateurs:

a) Monsieur Marc SCHINTGEN, administrateur de sociétés, né à Luxembourg le 9 mars 1965, demeurant professionnellement à L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe.

b) Monsieur Ingor MEULEMAN, administrateur de sociétés, né à Ninove (Belgique) le 4 juin 1971, demeurant professionnellement à L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe.

c) Monsieur Michal WITTMANN, administrateur de sociétés, né à Sokolov (Tchéquie) le 4 février 1950, demeurant professionnellement à L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe.

d) Madame Stéphanie MARION, administrateur de sociétés, née à Thionville le 08 octobre 1978, demeurant professionnellement à L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe.

Monsieur Marc SCHINTGEN est nommé président du conseil d'administration.

Les administrateurs sont nommés jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle des actionnaires qui sera tenue en l'an 2020.

Troisième résolution

Est nommée commissaire aux comptes:

La société "ALPHA EXPERT S.A.", avec siège social à L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 88.567.

Le commissaire aux comptes est nommé jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle des actionnaires qui sera tenue en l'an 2020.

Quatrième résolution

L'adresse du siège social est établie à L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, en l'étude du notaire Paul DECKER, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, connu du notaire par son nom, prénom, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Max MAYER, Paul DECKER.

Enregistré à Grevenmacher, le 04 septembre 2014. Relation GRE/2014/3473. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2014140128/222.

(140158847) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 septembre 2014.

Trident Luxembourg 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 107.647.

L'an deux mille quatorze, le onze juillet.

Par devant Maître Paul DECKER, notaire de résidence à Luxembourg.

Ont comparu:

1) «TRIDENT ACQUISITION L.P. INCORPORATED», un limited partnership, existant selon les lois de Guernesey, ayant son principal lieu d'affaires à La Plaiderie House, La Plaiderie, St. Peter Port, Guernsey, représenté par VCP V-A (GENERAL PARTNER) LIMITED, une limited company, constituée selon les lois de Guernsey, ayant son siège social à La Plaiderie House, La Plaiderie, St. Peter Port, Guernsey, dans sa capacité de General Partner, propriétaire de deux mille quatre cent soixante-huit (2.468) parts sociales,

2) «RESTRUKTURIERUNGS-UND BETEILIGUNGS GmbH», une société constituée et existant selon les lois d'Autriche, enregistrée auprès du Handelsgericht Wien sous le numéro FN 201569a, ayant son siège social à Prinz Eugen-Straße 58, 1040 Vienne, Autriche, propriétaire de huit mille trente-deux (8.032) parts sociales,

Ici représentées par Monsieur Bernard ZIMMER, administrateur de sociétés, demeurant professionnellement au 25A Boulevard Royal L-2449 Luxembourg, en vertu de deux (2) procurations données sous seing privé en date du 8 et 10 juillet 2014.

Lesquelles procurations, après avoir été paraphées «ne varietur» par le mandataire et le notaire instrumentant, resteront annexées aux présentes pour les besoins de l'enregistrement.

Les comparantes, représentées comme ci-avant, sont les seules et uniques associés (les «Associés») de la société à responsabilité limitée "TRIDENT Luxembourg 1 S.à r.l.", ayant son siège social à L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal, constituée suivant acte reçu par Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Mersch, en date du 12 avril 2005, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Numéro 901 du 15 septembre 2005,

immatriculée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, section B sous le numéro 107.647 (la «Société»).

Les Associés, représentés comme ci-avant, ont requis le notaire instrumentant d'acter les résolutions contenues dans l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- 1.- Décision de mettre la société «TRIDENT Luxembourg 1 S.à r.l.» en liquidation.
- 2.- Nomination d'un liquidateur et détermination de ses pouvoirs.
- 3.- Divers.

Première résolution:

Les Associés décident de dissoudre et de mettre la société «TRIDENT Luxembourg 1 S.à r.l.» en liquidation avec effet immédiat.

Seconde résolution:

Les Associés nomment la société à responsabilité limitée «Goudsmit & Tang Management Company S.à r.l.» ayant son siège social à L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal (RCS Luxembourg N°B 41.819) aux fonctions de liquidateur.

Le Liquidateur a les pouvoirs les plus étendus, prévus par les articles 144 et suivants de la loi sur les sociétés commerciales du 10 août 1915 telle que modifiée (la "Loi"). Il peut accomplir les actes prévus à l'article 145 de la Loi sans devoir recourir à l'autorisation de l'assemblée générale dans les cas où elle est requise.

Le Liquidateur est dispensé de dresser inventaire et peut s'en référer aux écritures de la société.

Il peut, sous sa responsabilité, pour des opérations spéciales et déterminées, déléguer à un ou plusieurs mandataires telle partie de ses pouvoirs qu'il détermine et pour la durée qu'il fixe.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la société en raison du présent acte sont évalués à environ huit cent cinquante euros (850,- EUR).

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des comparantes, connues par le notaire instrumentaire par noms, prénoms usuels, état et demeure, celui-ci a signé le présent acte avec le Notaire.

Signés: B. ZIMMER, P. DECKER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 15 juillet 2014. Relation: LAC/2014/33215. Reçu 12.-€ (douze Euros).

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR COPIE CONFORME, délivrée au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg.

Luxembourg, le 29 août 2014.

Référence de publication: 2014141180/58.

(140160073) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 2014.

Darmazel S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11B, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 134.707.

—
DISSOLUTION

L'an deux mille treize, le vingt-trois décembre.

Pardevant Maître Paul DECKER, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

«LEGNOR TRADING S.A.», une société de droit des Iles Vierges Britanniques, ayant son siège social à Road Town, Tortola, P.O. Box 3175, Iles Vierges Britanniques, immatriculée sous le numéro 147914 (la "Comparante"),

ici représentée par Madame Estelle MATERA, employée privée, demeurant professionnellement à L-1142 Luxembourg, 10 rue Pierre d'Aspelt, en vertu d'une procuration sous seing privée qui lui a été délivrée à Panama le 9 juillet 2014 (le "Mandataire").

Laquelle procuration après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle Comparante, représentée comme dit ci-avant, a exposé au notaire instrumentant en lui demandant d'acter:

La Comparante, représentée comme ci-avant, est la seule et unique actionnaire de la société «DARMAZEL S.A.» (la "Société"), ayant son siège social à L-1840 Luxembourg, 11b boulevard Joseph II, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 13 décembre 2007, publié au Mémorial C du Grand-Duché de Luxembourg, Recueil des Sociétés et Associations n°172 en date du 22 janvier 2008,

inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, Section B sous le numéro 134707.

Le capital social de la Société s'élève actuellement à deux cent cinquante mille euros (250.000,- EUR) représenté par deux mille cinq cents (2.500) actions d'une valeur nominale de cent euros (100,- EUR) chacune.

La Comparante, représentée comme ci-avant, déclare avoir parfaite connaissance des statuts et de la situation financière de la Société.

En tant qu'actionnaire unique, elle déclare expressément procéder à la dissolution anticipée de la Société avec effet immédiat et sa mise en liquidation.

La Comparante, représentée comme ci-avant, se désigne comme liquidateur de la Société.

L'actionnaire unique, en sa qualité de liquidateur, déclare que tous les passifs connus de la société vis-à-vis des tiers ont été réglés entièrement ou dûment provisionnés, par rapport à d'éventuels passifs, (y compris et non exclusivement d'éventuelles dettes fiscales) actuellement inconnus de la société et non payés à l'heure actuelle, assumer irrévocablement l'obligation de les payer.

Le liquidateur déclare que tous les actifs ont été réalisés, que tous les actifs sont devenus la propriété du liquidateur, de sorte que la liquidation de la société est à considérer comme clôturée.

Décharge pleine et entière est accordée à tous les administrateurs et au commissaire aux comptes de la Société pour l'exécution de leurs mandats à ce jour.

La comparante s'engage à procéder à l'annulation des actions de la Société.

Les livres et documents sociaux de la Société dissoute seront conservés pendant 5 ans au siège social de la société à L-1840 Luxembourg, 11b boulevard Joseph II.

Toutefois, aucune confusion de patrimoine entre la Société dissoute et l'avoir social de, ou remboursement à, l'actionnaire unique ne pourra se faire avant le délai de trente (30) jours (article 69 (2) de la loi sur les sociétés commerciales) à compter de la publication et sous réserve qu'aucun créancier de la Société présentement dissoute et liquidée n'aura exigé la constitution de sûretés.

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte, est évalué à mille quatre cent treize euros (1.413,- EUR).

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au Mandataire de la comparante, connue du notaire instrumentaire par nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé avec le notaire la présente minute.

Signés: E. MATERA, P. DECKER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 17 juillet 2014. Relation: LAC/2014/33574. Reçu 75.-€ (soixante-quinze Euros).

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR COPIE CONFORME, délivrée au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg.

Luxembourg, le 29 août 2014.

Référence de publication: 2014140774/57.

(140159814) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 2014.

LUXAGEM, Assistance à la GESTION EVENCE MARCHAND LUXEMBOURG S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4831 Rodange, 146, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 47.819.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 13 juin 2014

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale que:

- le siège social est transféré du 2, rue de l'Hôtel de Ville, L-4782 Pétange au 146, route de Longwy, L-4831 Rodange dans la même commune. En outre, l'article 1^{er} alinéa 2 des statuts reste inchangé.

Rodange, le 13 juin 2014.

Jean-Yves Marchand

Administrateur

Référence de publication: 2014142583/14.

(140162267) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2014.

Aviva Investors Polish Retail S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 2.262.500,00.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 16, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 111.663.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions de l'associé unique de la Société prises en date du 1^{er} Septembre 2014, que:

- M. Mark Phillips, ayant son adresse professionnelle au 2, rue du Fort Bourbon, L-1249 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, a démissionné de son mandat de gérant de la Société avec effet au 1^{er} Septembre 2014;

- Mme Irina Heintel, ayant son adresse professionnelle au 2, rue du Fort Bourbon, L-1249 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, a été nommée en tant que gérante de la Société avec effet au 1^{er} Septembre 2014;

- le siège social de la Société a été transféré avec effet au 1^{er} Septembre 2014 du 2, rue du Fort Bourbon, L-1249 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg au 16 avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Le conseil de gérance se compose donc comme suit au 1^{er} Septembre 2014:

- Francesco PIANTONI, Gérant

- Marine LE LAN, Gérante

- Irina HEINTEL, Gérante

Pour extrait conforme,

A Luxembourg, le 12 Septembre 2014.

Référence de publication: 2014142587/22.

(140162475) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2014.

**Soladis S.A., Société Anonyme,
(anc. Rylux S.A.).**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 18.514.

L'an deux mille quatorze, le quatorze août.

Par-devant Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme «RYLUX S.A.», ayant son siège social au 12, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, section B sous le numéro B 18 514, constitué suivant acte notarié en date du 5 juin 1981, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 200 du 28 septembre 1981. Les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte notarié dressé par le notaire soussigné à la date du 27 juin 2014, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Alain GEURTS, employé privé, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

Le Président désigne comme secrétaire Madame Nicole MARONGIU, employée privée, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Madame Frédérique MIGNON, employée privée, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

Les actionnaires présents ou représentés à la présente assemblée ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer.

Ladite liste de présence, après avoir été signée «ne varietur» par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

Resteront pareillement annexées au présent acte, avec lequel elles seront enregistrées, les procurations émanant des actionnaires représentés à la présente assemblée, signées «ne varietur» par les comparants et le notaire instrumentant.

La Présidente expose et l'assemblée constate:

A) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour

Ordre du jour:

1) Changement de la dénomination sociale de la Société en «SOLADIS S.A.».

2) Modification afférente du premier alinéa l'article 1^{er} des statuts de la société qui se lira dorénavant comme suit:
«Il existe une société anonyme sous la dénomination de «SOLADIS S.A.».

B) Que la présente assemblée réunissant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les objets portés à l'ordre du jour.

C) Que l'intégralité du capital social étant représentée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, prend à l'unanimité la résolution suivante:

Résolution

L'assemblée générale extraordinaire décide de changer la dénomination sociale de la Société en «SOLADIS S.A.».

En conséquence, le premier alinéa l'article 1^{er} des statuts de la société qui se lira dorénavant comme suit:

«Il existe une société anonyme sous la dénomination de «SOLADIS S.A.».

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture et interprétation donnée par le notaire, les comparants prémentionnés ont signé avec le notaire instrumentant le présent procès-verbal.

Signé: A. GEURTS, N. MARONGIU, F. MIGNON, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 20 août 2014. Relation: EAC/2014/11289. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2014138502/53.

(140156886) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 septembre 2014.